

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1399

[S - C - 2002/29187]

27 MARS 2002. — Décret modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et portant diverses mesures modificatives (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives est complété par les mots « ainsi qu'aux centres psycho-médico-sociaux ».

§ 2. A l'article 2 du même décret, les mots « établissements ou implantations d'enseignement ordinaire fondamental et secondaire » sont remplacés par les mots « implantations d'enseignement ordinaire fondamental et d'établissements ou implantations d'enseignement ordinaire secondaire ».

§ 3. A l'article 3 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Au 1°, les mots « d'établissements ou implantations d'enseignement ordinaire fondamental et secondaire » sont remplacés par les mots « d'implantations d'enseignement ordinaire fondamental et d'établissements ou implantations d'enseignement ordinaire secondaire »;

2° Le 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° école : ensemble pédagogique d'enseignement, de niveau maternel et/ou primaire, situé en un ou plusieurs lieux d'implantation, placé sous la direction d'un même directeur; »;

3° Un 5°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre le 5° et le 6° :

« 5°*bis* : établissement secondaire : ensemble pédagogique d'enseignement de niveau secondaire, situé en un ou plusieurs lieux d'implantation, placé sous la direction d'un même chef d'établissement; »;

4° le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° implantation :

— pour l'enseignement fondamental : bâtiment ou ensemble de bâtiments situé(s) à une seule adresse où l'on dispense de l'enseignement maternel et/ou primaire;

— pour l'enseignement secondaire : partie d'un établissement secondaire reconnue par le Gouvernement à la demande du pouvoir organisateur et sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire; »;

5° Un 6°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre le 6° et le 7° :

« 6°*bis* : équipe éducative : l'ensemble des membres du personnel exerçant toute ou partie de leur(s) fonction(s) dans un même établissement ou dans une même implantation, à l'exclusion des personnels administratifs, de maîtrise, gens de métier et de service; »;

6° Au 9°, les mots « à l'article 1^{er}, 8° et » sont insérés entre les mots « définie » et « à l'article 13 »;

7° l'article est complété comme suit :

« 13° centre psycho-médico-social : centre desservant des établissements appartenant à l'enseignement fondamental ou à l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécial, ou centre desservant des établissements d'enseignement spécial;

14° secteur statistique : subdivision territoriale la plus petite déterminée par l'Institut national de Statistiques;

15° établissement sortant ou implantation sortante :

— pour l'enseignement fondamental : implantation qui n'est plus reprise dans la liste de l'enseignement fondamental visée à l'article 4, § 4;

— pour l'enseignement secondaire : établissement ou implantation qui n'est plus repris dans la liste de l'enseignement secondaire visée à l'article 4, § 4. »

Art. 2. Les articles 4 à 19 du chapitre II du titre 1^{er} du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 4. § 1^{er}. Au moins tous les quatre ans, pour autant que le Gouvernement constate que de nouvelles données sont disponibles, une étude interuniversitaire établit l'indice socio-économique de chaque secteur statistique au moyen d'une formule de calcul prenant en compte les dernières données statistiques disponibles pour les critères suivants :

1° Revenu moyen par habitant;

2° Niveau des diplômés;

3° Taux de chômage, taux d'activité et taux de bénéficiaires du revenu mensuel minimum garanti;

4° Activités professionnelles;

5° Confort des logements.

Chaque critère est déterminé en fonction d'une ou de plusieurs variables. Le choix des variables est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Moyennant l'accord préalable de celui-ci, l'étude interuniversitaire peut y adjoindre d'autres critères de nature à rendre mieux compte de la typologie socio-économique des différents secteurs statistiques ou à suppléer à un ou plusieurs critères pour lesquels les données statistiques sont indisponibles.

L'indice socio-économique de chaque secteur statistique est exprimé à l'aide d'un indice composite. La formule de calcul de cet indice, soumise également à l'approbation du Gouvernement, fait apparaître la part des variables déterminant chaque critère pris en compte.

Seuls les secteurs statistiques de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et de la région de langue française sont pris en compte pour élaborer la formule. L'indice est cependant calculé pour l'ensemble des secteurs statistiques du Royaume, une fois la formule établie.

§ 2. Tous les trois ans, sur la base des dernières données disponibles relatives à l'inscription des élèves et à leur lieu de résidence, l'Administration attribue à chaque élève l'indice socio-économique le plus récent du secteur statistique de son lieu de résidence et calcule pour chaque implantation d'enseignement fondamental et pour chaque établissement ou implantation d'enseignement secondaire la moyenne des indices attribués aux élèves y inscrits.

Pour les élèves considérés comme primo-arrivants en vertu du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, l'Administration attribue comme indice socio-économique la moyenne arithmétique des indices des 100 quartiers présentant les indices socio-économiques les plus bas de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et de la région de langue française.

Pour les élèves dont les données ne sont pas disponibles, l'Administration attribue comme indice socio-économique, dans l'enseignement fondamental, la moyenne des indices de l'implantation fréquentée et, dans l'enseignement secondaire, la moyenne des indices de l'établissement ou de l'implantation fréquenté.

En fonction de cette moyenne des indices, l'Administration fixe, d'une part, le classement des implantations de l'enseignement fondamental et, d'autre part, celui des établissements ou implantations de l'enseignement secondaire. Les établissements ou implantations sont classés dans un ordre commençant par l'établissement ou l'implantation le moins favorisé et se terminant par le plus favorisé.

L'Administration établit ensuite une liste des implantations d'enseignement fondamental et une liste des établissements ou implantations d'enseignement secondaire susceptibles de bénéficier des discriminations positives. Ces listes sont établies en fonction du classement opéré conformément à l'alinéa 4. Y figurent dans l'ordre de ce classement l'ensemble des établissements ou implantations les plus défavorisés dont la somme des nombres des élèves y inscrits est égale à 11,4 % pour l'enseignement fondamental et à 11,7 % pour l'enseignement secondaire du total des élèves inscrits respectivement dans les implantations d'enseignement fondamental ou dans les établissements ou implantations d'enseignement secondaire.

Parmi les établissements ou implantations d'enseignement secondaire susceptibles de bénéficier des discriminations positives, sont distingués, dans l'ordre du classement visé à l'alinéa 4, les établissements ou implantations dont la somme des nombres des élèves y inscrits est égale à un pourcentage, que détermine le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, du nombre total d'élèves inscrits dans ces établissements ou implantations. Les établissements ou implantations ainsi distingués sont susceptibles d'être considérés comme prioritaires.

Les listes des établissements ou implantations susceptibles de bénéficier des discriminations positives, parmi lesquelles sont distingués, pour l'enseignement secondaire, les établissements ou implantations susceptibles d'être considérés comme prioritaires, sont transmises au Gouvernement au plus tard le 31 mai 2002 pour le premier cycle trisannuel visé à l'alinéa 1^{er} et au plus tard le 15 mai précédant la première année scolaire du cycle pour les cycles trisannuels suivants. Pour la même date, la liste relative à l'enseignement fondamental est transmise au Conseil général de l'enseignement fondamental et celle relative à l'enseignement secondaire au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

§ 3. Sur la base de critères sociaux, économiques, culturels ou pédagogiques, internes ou externes aux établissements ou implantations, pour lesquels un relevé objectif des données est disponible pour chacun d'entre eux, les Conseils généraux, chacun en ce qui le concerne, peuvent proposer d'ajouter aux listes visées au § 2, alinéa 7 des établissements ou implantations. Toutefois, la somme cumulée du nombre des élèves y inscrits additionnée à la somme des élèves inscrits pris en considération, respectivement dans les implantations d'enseignement fondamental ou dans les établissements ou implantations d'enseignement secondaire, dans les pourcentages visés au § 2, alinéa 5 ne peut être supérieure à 12,5 % pour l'enseignement fondamental et à 13,5 % pour l'enseignement secondaire du total des élèves inscrits respectivement dans les implantations d'enseignement fondamental ou dans les établissements ou implantations d'enseignement secondaire.

Sur la base de critères sociaux, économiques, culturels ou pédagogiques, internes ou externes aux établissements ou implantations, pour lesquels un relevé objectif des données est disponible pour chacun d'entre eux, le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire peut proposer d'ajouter aux établissements ou implantations d'enseignement secondaire susceptibles d'être considérés comme prioritaires visés au § 2, alinéa 6, des établissements ou implantations susceptibles de bénéficier de discriminations positives sans toutefois que la somme cumulée du nombre des élèves y inscrits soit supérieure à un pourcentage déterminé en même temps que celui visé au § 2, alinéa 6, du total du nombre d'élèves pris en considération au § 2, alinéa 5.

Les Conseils généraux transmettent leur proposition motivée au Gouvernement au plus tard le 15 juillet 2002 pour le premier cycle trisannuel visé au § 2 et au plus tard le 30 juin précédant la première année scolaire du cycle pour les cycles trisannuels suivants.

§ 4. Le Gouvernement établit, avant le 1^{er} octobre de la première année scolaire de chaque cycle trisannuel visé au § 2, les listes des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives. Il y distingue les établissements ou implantations d'enseignement secondaire prioritaires.

Un établissement ou une implantation repris dans une liste est admis sur cette base aux subventions pour cinq années scolaires conformément au présent décret.

Article 5. § 1^{er}. Il est créé une Commission des discriminations positives comprenant :

- 1° le directeur général de l'enseignement obligatoire, ou son délégué, qui préside la Commission;
- 2° un représentant par organe de représentation et de coordination de l'enseignement fondamental, désigné par le Gouvernement sur proposition de cet organe;
- 3° un représentant par organe de représentation et de coordination de l'enseignement secondaire, désigné par le Gouvernement sur proposition de cet organe;
- 4° deux représentants, dont son responsable, du service général des affaires générales, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, désignés par le Gouvernement;
- 5° un représentant désigné par chaque organisation syndicale représentant les enseignants affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du Travail;
- 6° trois représentants des centres psycho-médico-sociaux, désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil supérieur de la Guidance;
- 7° l'inspecteur coordonnateur, ou son délégué, pour l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française;
- 8° l'inspecteur général, ou son délégué, pour l'enseignement fondamental subventionné par la Communauté française;
- 9° les deux inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire, ou leurs délégués;
- 10° des représentants du Gouvernement, avec voix consultative;
- 11° un représentant, avec voix consultative, de tout intervenant visé à l'article 2, 1°, c, sur décision du Gouvernement;
- 12° le président du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ou son délégué, créé par l'article 26 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, avec voix consultative.

Chaque membre peut être remplacé par un suppléant désigné selon les mêmes modalités que le titulaire. Celui-ci ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Lorsqu'elle traite de questions relatives à la prévention de la violence ou du décrochage scolaire, la Commission comprend aussi, avec voix consultative, les coordonnateurs de la médiation scolaire visés à l'article 34.

La Commission recourt, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts en matière de discriminations positives, avec voix consultative.

La Commission prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents. Le Gouvernement arrête les autres modalités de fonctionnement de la Commission.

La Commission a pour mission :

- 1° de remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur la mise en œuvre de la politique de discriminations positives;
- 2° de coordonner les projets de discriminations positives qui impliquent d'autres intervenants que la Communauté française ou qui, dans l'enseignement secondaire, associent plusieurs pouvoirs organisateurs;
- 3° de faciliter la mise en œuvre de toute aide octroyée par des institutions et organismes visés à l'article 2, 1°, c, en faveur des établissements ou implantations visées à l'article 4;
- 4° de superviser le service de médiation visé à l'article 34;
- 5° d'approuver la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'utilisation des moyens de fonctionnement. Cette approbation prend en compte l'adéquation cette utilisation avec l'ensemble du projet ainsi qu'avec l'objectif visé à l'article 2, 1°, a), les besoins spécifiques du terrain et le projet d'établissement.
- 6° d'ajuster les projets qui ne remplissent pas les conditions d'adéquation visées au 5°;
- 7° de coordonner le plan d'évaluation et de suivi visé au § 2.

La Commission bénéficie de l'aide de trois fonctionnaires de niveau 1 et de trois commis ou rédacteurs.

§ 2. Le Gouvernement, sur proposition de la Commission des discriminations positives, arrête tous les trois ans et pour la première fois en 2003 un plan d'évaluation et de suivi de l'application du présent chapitre.

Le plan d'évaluation et de suivi est transmis à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

Article 6. § 1^{er}. Pour l'enseignement fondamental, il est créé par zone une Commission de proximité comprenant :

- 1° les inspecteurs principaux concernés par des implantations bénéficiaires de discriminations positives de la zone, le plus ancien dans la fonction présidant la Commission;
- 2° les membres de l'Inspection de l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française qui ont la charge d'au moins une implantation bénéficiaire de discriminations positives située sur le territoire de la zone;
- 3° les membres de l'Inspection de la Communauté française pour l'enseignement fondamental subventionné qui ont la charge d'au moins une implantation bénéficiaire de discriminations positives située sur le territoire de la zone;
- 4° un représentant, désigné par le Gouvernement, de l'enseignement organisé par la Communauté française si au moins une implantation d'enseignement organisé par la Communauté française située sur le territoire de la zone est bénéficiaire de discriminations positives;
- 5° un représentant désigné par l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné si au moins une implantation d'enseignement officiel subventionné située sur le territoire de la zone est bénéficiaire de discriminations positives;

6° un représentant désigné par l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel si au moins une implantation d'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel située sur le territoire de la zone est bénéficiaire de discriminations positives;

7° un représentant désigné par l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel si au moins une implantation d'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel située sur le territoire de la zone est bénéficiaire de discriminations positives;

8° un représentant désigné par chaque organisation syndicale représentant les enseignants affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du Travail.

§ 2. La Commission de proximité est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour.

La Commission de proximité ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. Elle prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents. Les membres de l'Inspection visées au § 1^{er}, 1°, 2° et 3°, n'ont voix délibérative qu'en ce qui concerne les implantations dont ils ont la charge, sauf cas prévu à l'alinéa suivant.

En ce qui concerne la répartition du budget visé à l'article 7, § 3, alinéa 6, parmi les membres de l'Inspection n'ont voix délibérative que :

1° l'inspecteur principal ayant la plus grande ancienneté de fonction;

2° l'inspecteur primaire de l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française ayant la plus grande ancienneté de fonction;

3° l'inspecteur maternel de l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française ayant la plus grande ancienneté de fonction;

4° l'inspecteur primaire de la Communauté française pour l'enseignement subventionné ayant la plus grande ancienneté de fonction;

5° l'inspecteur maternel de la Communauté française pour l'enseignement subventionné ayant la plus grande ancienneté de fonction.

La Commission recourt, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts en matière de discriminations positives. Ces experts ont voix consultative.

Un fonctionnaire assure le secrétariat de la Commission.

§ 3. La Commission de proximité a pour mission :

1° de prendre acte de la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'utilisation des moyens humains attribués sous forme de capital-périodes;

2° d'adopter la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'utilisation des moyens de fonctionnement en prenant en compte l'adéquation de cette utilisation avec l'ensemble du projet ainsi qu'avec l'objectif visé à l'article 2, 1°, a), les besoins spécifiques du terrain et le projet d'établissement.

La Commission de proximité propose, le cas échéant, un ajustement des projets, conformément à la procédure visée à l'article 9.

Les décisions n'ayant pas fait l'objet d'un recours sont soumises à l'approbation du Gouvernement;

3° de décider de l'affectation des moyens complémentaires visés à l'article 7, § 3, alinéa 6 entre des implantations bénéficiaires de discriminations positives ou des centres psycho-médico-sociaux situés sur le territoire de la zone en fonction des besoins et des priorités qu'elle définit.

Ces besoins et les priorités permettent soit de renforcer les moyens de fonctionnement sollicités dans des projets approuvés soit d'initier de nouveaux projets en affectant une subvention à des implantations bénéficiaires de discriminations positives ou à des centres psycho-médico-sociaux situés sur le territoire de la zone. Les subventions affectées portent notamment sur les moyens visés à l'article 8, § 3, alinéa 5, 3°, 6°, 10° et 11°.

Les décisions d'affectation sont soumises à l'approbation du Gouvernement;

4° de donner un avis sur la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'utilisation des moyens de fonctionnement, par dérogation au 2°, pour les projets introduits en partenariat par des implantations d'enseignement fondamental et des établissements ou implantations d'enseignement secondaire ou par des implantations d'enseignement fondamental situées sur le territoire de zones différentes.

Article 7. § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental, 11.805.000 euros au moins sont affectés aux implantations bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 2003, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Le Gouvernement peut affecter une partie du montant visé à l'alinéa 1^{er} à des plans coordonnés avec les institutions et organismes visés à l'article 2, 1°, c), afin d'augmenter par les fonds investis par ceux-ci, les ressources humaines ou matérielles mises à la disposition des implantations bénéficiaires de discriminations positives.

§ 2. Un montant représentant 70 % du budget visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est affecté automatiquement par le Gouvernement aux implantations sortantes et aux implantations bénéficiaires de discriminations positives. L'affectation se fait sous forme de capital-périodes pour les moyens humains visés à l'article 8, § 3, alinéa 4. Le nombre total de périodes à affecter est obtenu en multipliant par 24 le résultat de la division du montant déterminé par le coût, toutes charges comprises, d'une charge complète d'instituteur titulaire de classe ayant une ancienneté de service de 11 années, allocations familiales exclues.

Elle réserve d'abord les périodes à octroyer aux implantations sortantes. La première année scolaire qui suit celle où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 50 % des périodes qui lui ont été accordées l'année scolaire précédente. La deuxième année scolaire qui suit celle où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 25 % des périodes qui lui ont été accordées 2 ans auparavant. La part de chaque implantation sortante est arrondie à l'unité inférieure.

Après avoir soustrait de l'ensemble des périodes visé à l'alinéa 1^{er} les périodes déterminées à l'alinéa 2, l'Administration affecte les périodes restantes selon les modalités précisées ci-après.

Elle détermine les périodes à répartir entre les implantations bénéficiaires de discriminations positives. La part de chaque implantation bénéficiaire de discriminations positives est obtenue en multipliant les périodes restantes visées à l'alinéa 3 par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 1^{er} octobre dans l'implantation pour laquelle la part est calculée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de discriminations positives le 1^{er} octobre. La part de chaque implantation est arrondie à unité inférieure.

Toutefois, toute implantation visée aux alinéas 2 et 4 reçoit un minimum de six périodes. Dans ce cadre, s'il échet, la part des implantations qui auraient dû recevoir plus de 6 périodes en application de l'alinéa 4 est calculée sur la base des périodes restantes visées à l'alinéa 3, déduction faite des 6 périodes garanties ci-avant. Le nombre de périodes ainsi obtenu est réparti entre les implantations qui auraient dû recevoir plus de 6 périodes en application de l'alinéa 4 sur la base d'une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 1^{er} octobre dans l'implantation concernée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 1^{er} octobre dans les mêmes implantations.

§ 3. Le solde du budget visé au § 1^{er} est affecté par le Gouvernement aux moyens de fonctionnement visés à l'article 8, § 3, alinéa 5.

Chaque année pour l'année scolaire suivante, l'Administration affecte aux implantations de l'enseignement fondamental bénéficiaires de discriminations positives des subventions pour les moyens de fonctionnement visés à l'alinéa 1^{er}.

L'Administration réserve d'abord les subventions à octroyer aux implantations sortantes. La première année scolaire qui suit celle où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 50 % de la somme qui lui a été accordée l'année scolaire précédente. La deuxième année scolaire qui suit celle où l'implantation est sortante, celle-ci bénéficie de 25 % de la somme qui lui a été accordée 2 ans auparavant.

Après avoir soustrait du budget visé à l'alinéa 1^{er} les montants déterminés à l'alinéa 3, l'Administration affecte le budget restant selon les modalités précisées ci-après.

Un montant équivalant à 73 % de ce budget restant est réparti automatiquement entre les implantations bénéficiaires de discriminations positives en fonction du nombre d'élèves. La part de chaque implantation bénéficiaire de discriminations positives est obtenue en multipliant ce montant par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 1^{er} octobre dans l'implantation pour laquelle la part est calculée et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de discriminations positives le 1^{er} octobre.

Les 27 % restants sont répartis entre les Commissions de proximité. La part à affecter par chaque Commission de proximité est obtenue en multipliant ces 27 % restants par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits le 1^{er} octobre dans les implantations bénéficiaires de discriminations positives faisant partie du territoire de la zone concernée au 1^{er} octobre et dont le dénominateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de discriminations positives le 1^{er} octobre.

§ 4. Au plus tard le 15 décembre, l'Administration informe le Gouvernement, la Commission des discriminations positives, les Commissions de proximité, les chefs d'établissement concernés pour l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française ainsi que les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement fondamental subventionné des répartitions des périodes et du budget affectés à chaque implantation et Commission de proximité, tels que déterminés conformément aux §§ 2 et 3.

Article 8. § 1^{er}. Un projet d'action de discriminations positives est élaboré :

— soit par l'équipe éducative d'une implantation d'enseignement fondamental ou d'un établissement ou implantation d'enseignement secondaire;

— soit en partenariat par plusieurs équipes éducatives d'implantations d'enseignement fondamental ou d'établissements ou implantations d'enseignement secondaire qui peuvent dépendre de pouvoirs organisateurs distincts et/ou relever de l'enseignement fondamental ou secondaire.

§ 2. Dans l'enseignement fondamental, un projet d'action de discriminations positives, unique par implantation, est rédigé suivant un modèle-type arrêté par le Gouvernement. Il comprend un maximum de trois volets. Chaque volet précise un objectif clairement défini pour une durée de trois ans. Pour réaliser ces objectifs, le projet présente un ensemble d'actions concrètes envisagées sur une durée de trois ans au sein d'une ou plusieurs implantations.

Ces objectifs et ces actions concrètes sont en adéquation avec l'objectif visé à l'article 2, 1^o, a), avec les besoins spécifiques du terrain et avec le projet d'établissement visé aux articles 67 et 68 du décret du 24 juillet 1997 précité. Ils doivent prendre en compte les constats issus d'évaluations internes ou externes menées au sein de l'implantation.

Les actions concrètes peuvent en outre être en relation avec l'environnement de l'école, notamment par la création de synergies avec les associations locales agissant dans les quartiers.

§ 3. Pour mener à bien les actions visées au § 2, le projet indique les moyens nécessaires. Il s'agit :

1^o de moyens humains sous forme de capital-périodes parmi ceux visés à l'alinéa 4 du présent paragraphe;

2^o de moyens de fonctionnement parmi ceux visés à l'alinéa 5 du présent paragraphe;

3^o le cas échéant, de moyens de fonctionnement complémentaires sollicités parmi ceux visés à l'alinéa 5 du présent paragraphe.

Il comprend, en fonction des moyens humains et/ou de fonctionnement déterminés, un plan de ventilation des périodes et du budget impartis dans les limites de l'affectation visée à l'article 7, § 4.

Dans un projet élaboré en partenariat, chaque implantation intervient dans le plan de ventilation.

Les moyens supplémentaires, notamment pour mettre en œuvre une différenciation des apprentissages, consistent en des moyens humains sous forme de capital-périodes permettant :

1^o l'engagement ou la désignation d'instituteurs primaires à raison d'au moins 6 périodes sous forme de capital-périodes supplémentaires;

2^o l'engagement ou la désignation d'instituteurs maternels à raison d'au moins 1 emploi quart-temps, cet emploi étant converti en capital-périodes, à raison de 24 périodes par charge complète;

3^o l'engagement ou la désignation de maîtres d'éducation physique sous forme de capital-périodes supplémentaires;

4° l'engagement ou la désignation à titre temporaire pour une durée déterminée dans le Centre psycho-médico-social compétent pour les implantations bénéficiaires de discriminations positives visées d'un auxiliaire social, d'un auxiliaire paramédical ou d'un conseiller psycho-pédagogique supplémentaire d'au moins un quart-temps avec mise à disposition pour ces implantations, selon des modalités que le Gouvernement détermine. Cet emploi est converti en capital-périodes, à raison de 24 périodes par charge complète;

5° l'engagement ou la désignation de puéricultrices à raison d'au moins 1 emploi quart-temps, cet emploi étant converti en capital-périodes, à raison de 24 périodes par charge complète;

Les moyens supplémentaires consistent également en des moyens de fonctionnement permettant

1° l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail à durée déterminée;

2° l'organisation de formations spécifiques pour les enseignants;

3° le remplacement des enseignants, dans le cadre de la formation continuée, notamment par l'organisation d'activités pédagogiques d'animation visées à l'article 16, alinéa 3, du décret du relatif à la formation continuée des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

4° des actions en commun, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des articles 6 et 8, 9° et 10°, du décret du 24 juillet 1997 précité, avec les services du secteur de l'Aide à la jeunesse fixés à l'article 1^{er} du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, et plus spécifiquement les services d'aide en milieu ouvert agréés en application de l'Arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert;

5° l'aménagement et l'embellissement des locaux ou des abords;

6° des contrats de services avec des organismes culturels, sportifs, éducatifs;

7° l'achat de matériel;

8° la création d'espaces de rencontres;

9° l'installation et le fonctionnement de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources, l'achat de livres, de journaux et de revues, de CD-ROM, de cassettes audiovisuelles et autres supports d'information;

10° la prise en charge des frais de participation aux activités sportives, des droits d'entrée dans des musées, théâtres et autres activités d'intérêt culturel et des activités culturelles organisées dans les écoles;

11° la prise en charge de frais de déplacements résultant des activités visées au 10°, tant pour les membres du personnel que pour les élèves;

12° l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, en collaboration avec les Régions :

a) pour des travaux d'embellissement, d'aménagement et de réhabilitation légère de locaux ou des abords, tels des travaux de peinture, de menuiserie;

b) pour apporter une aide à l'équipe éducative;

13° l'engagement d'agents contractuels subventionnés, en collaboration avec la Région bruxelloise ou la Région wallonne, notamment :

a) de puéricultrices;

b) d'enseignants de manière à mettre en œuvre une différenciation des apprentissages;

c) d'éducateurs;

d) d'assistants sociaux.

Dans les cas visés à l'alinéa 4, 1° à 4° :

1° les services prestés dans ce cadre sont en tout point assimilés aux services prestés dans le cadre organique;

2° l'accès à ces emplois est soumis aux mêmes dispositions statutaires que ceux du cadre organique;

3° l'emploi est financé par les moyens disponibles sur une base forfaitaire représentée par le coût annuel d'une charge complète d'instituteur titulaire de classe ayant une ancienneté de service de 11 années, allocations familiales exclues. L'emploi à temps partiel est financé de la même manière et sur la même base affectée de la fraction correspondant au temps presté;

4° le capital-périodes supplémentaire est utilisé après concertation avec les organisations syndicales représentatives.

La concertation avec les organisations syndicales représentatives se fait :

1° dans l'enseignement de la Communauté française, conformément aux dispositions de la loi de 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° dans l'enseignement officiel subventionné, conformément aux dispositions des articles 85 à 96 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

3° dans l'enseignement libre subventionné, conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales, ou, à défaut, avec les délégations syndicales.

Article 9. § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental, chaque année scolaire, les implantations bénéficiaires de discriminations positives introduisent, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 précité, un projet unique d'action de discriminations positives pour l'année scolaire suivante dans les limites prévues à l'article 7.

Les implantations sortantes introduisent un projet dans les limites prévues à l'article 7.

Dans l'hypothèse où trois volets sont repris dans le projet introduit, un volet au moins doit être élaboré en partenariat.

§ 2. Au plus tard le 1^{er} mars, les projets d'action sont adressés à la Commission de proximité dont relève l'implantation par :

- 1° pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les chefs d'établissement;
- 2° pour l'enseignement subventionné, les pouvoirs organisateurs.

§ 3. La Commission de proximité examine les projets d'action qui lui sont adressés conformément au § 2 et exerce ses missions, conformément à l'article 6, § 3.

Elle transmet ses approbations, décisions et avis sans délai au Gouvernement et à la Commission des discriminations positives, via l'Administration.

Lorsque la Commission de proximité approuve la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'affectation des moyens de fonctionnement, elle en informe, au plus tard le 1^{er} avril, les chefs d'établissement concernés, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Lorsque la Commission de proximité n'approuve pas la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'affectation des moyens de fonctionnement, elle en informe au plus tard le 1^{er} avril les chefs d'établissement concernés, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement subventionné par la Communauté française. Elle leur précise les motifs de son désaccord et leur propose les ajustements qu'elle estime nécessaires.

En toute hypothèse, l'implantation se voit dotée des périodes qui lui ont été affectées en vertu de l'article 7, § 4.

Si le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur n'est pas d'accord avec les modifications proposées, il introduit, pour le 20 avril, un recours motivé auprès de la Commission des discriminations positives. Si passé ce délai aucun recours n'est introduit, la partie des projets d'action de discriminations positives relative à l'affectation des moyens de fonctionnement, tel qu'ajusté par la Commission de proximité, est considérée comme approuvée par celle-ci.

Lorsque la Commission de proximité est amenée à rendre un avis conformément à l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 4°, elle l'adresse, pour le 1^{er} avril, à la Commission des discriminations positives. Si cet avis est négatif, elle le communique également pour la même date aux chefs d'établissements concernés pour l'enseignement organisé par la Communauté française et aux pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement subventionné par la Communauté française. Ceux-ci peuvent faire valoir des observations auprès de la Commission des discriminations positives avant le 20 avril.

§ 4. La Commission des discriminations positives examine, conformément à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 6, 5° et 6°, les projets d'action qui font l'objet d'un recours et ceux à propos desquels la Commission de proximité a remis un avis. Sans préjudice de l'approbation par le Gouvernement prévue au § 6, elle arrête sa décision soit en approuvant soit en ajustant les projets.

Au plus tard le 1^{er} mai, elle en informe le Gouvernement, les Commissions de proximité concernées, les chefs d'établissements concernés pour l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française ainsi que les pouvoirs organisateurs concernés pour l'enseignement fondamental subventionné par la Communauté française, via l'Administration.

§ 5. L'Administration transmet des projets d'Arrêtés au Gouvernement avant le 15 mai en distinguant pour chaque implantation et pour chaque pouvoir organisateur :

- 1° les projets de subventions affectées sous forme de capital-périodes pour les moyens humains visés à l'article 8, § 3, alinéa 4;
- 2° les projets de subventions pour les moyens de fonctionnement visés à l'article 8, § 3, alinéa 5.

§ 6. Le Gouvernement approuve les projets d'arrêtés avant le 30 juin.

S'il n'approuve pas les projets d'Arrêtés, il invite la Commission des discriminations positives à proposer des modifications dans un délai fixé. A défaut de proposition dans ce délai ou s'il ne l'approuve pas, le Gouvernement modifie la répartition.

§ 7. Le contrôle de la Communauté française relatif à l'utilisation des moyens humains attribués sous forme de capital-périodes visés à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, s'exerce a posteriori.

Article 10. Dans l'enseignement secondaire, 8.288.000 euros au moins sont affectés aux établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 2003, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Le Gouvernement peut affecter le montant visé à l'alinéa 1^{er} à des plans coordonnés avec les institutions et organismes visés à l'article 2, 1°, c, afin d'augmenter, par les fonds investis par ceux-ci, les ressources humaines ou matérielles mises à la disposition des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives.

Le montant visé soit à l'alinéa 1^{er}, soit, le cas échéant, à l'alinéa 2, est affecté par le Gouvernement selon les modalités définies aux articles 11, 12 et 36.

Article 11. § 1^{er}. Du budget visé à l'article 10, un montant d'au moins 5.904.000 euros est affecté à des compléments de périodes-professeur d'au moins 12 périodes-professeur, par établissement, au profit des établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 2003, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Le nombre de périodes-professeur est obtenu en multipliant par 21,8 le quotient du montant visé à l'alinéa 1^{er} par le coût, toutes charges comprises, d'un professeur de cours généraux au degré inférieur de l'enseignement secondaire ayant une ancienneté de traitement de 11 ans, allocations familiales exclues.

Le nombre de périodes-professeur obtenu à l'alinéa 2 est réparti d'une part en quatre allocations distinctes respectivement pour l'enseignement de la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel et d'autre part en une allocation par pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination. La part de chacun d'entre eux est obtenue en multipliant le nombre de périodes-professeur défini à l'alinéa 2 par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans ses établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives le 15 janvier et le dénominateur, le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives le 15 janvier.

Des périodes-professeur sont affectées aux établissements ou implantations sortants. La dernière année scolaire qui suit celle où l'établissement ou l'implantation est sortant, il ou elle bénéficie de 50 % des périodes qui lui ont été accordées l'année scolaire précédente. La deuxième année scolaire qui suit celle où l'établissement ou l'implantation est sortant, il ou elle bénéficie de 25 % des périodes qui lui ont été accordées 2 ans auparavant. La part de chaque établissement ou implantation sortant est arrondie à l'unité inférieure.

§ 2. L'encadrement supplémentaire, permettant l'engagement ou la désignation d'enseignants ainsi que du personnel auxiliaire d'éducation, d'un proviseur ou d'un sous-directeur, apporté aux établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives est affecté après avoir pris l'avis du (des) Conseil(s) de participation visé à l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 précité sur les priorités, notamment à la mise en œuvre de la différenciation des apprentissages, à la constitution de groupes de taille réduite, à l'organisation de cours d'adaptation pour les élèves ne parlant pas le français, à la prévention de la violence, à la prévention du décrochage scolaire, à la remédiation et aux activités visées à l'article 20, § 4, 1° à 4°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

L'encadrement supplémentaire peut aussi, après avis du (ou des) Conseil(s) de participation visé à l'alinéa 1^{er}, être affecté à la désignation ou à l'engagement à titre temporaire pour une durée déterminée dans le Centre psycho-médico-social compétent pour un (ou plusieurs) établissement(s) ou une (ou plusieurs) implantation(s) bénéficiaires de discriminations positives visés d'un conseiller psycho-pédagogique ou d'un auxiliaire social ou d'un auxiliaire paramédical supplémentaire à temps plein ou à mi-temps avec mise à disposition pour cet (ces) établissement(s) ou cette (ces) implantation(s) selon des modalités que le Gouvernement détermine; cet emploi est affecté au nombre de périodes-professeur, à raison de 22 périodes-professeur par charge complète.

Les périodes-professeur supplémentaires sont utilisées après concertation avec les organisations syndicales représentatives.

§ 3. Les chefs d'établissement de l'enseignement organisé par la Communauté française transmettent leurs projets au Gouvernement avant le 15 mars.

Les Pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné, transmettent leurs projets à leur organe de représentation et de coordination avant le 15 mars.

Les Pouvoirs organisateurs qui ne sont pas affiliés à un organe de représentation et de coordination transmettent leurs projets au Gouvernement et à la Commission des discriminations positives avant le 15 mars.

Les projets couvrent trois années consécutives.

§ 4. Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné, établissent un projet de répartition des périodes-professeur disponibles au profit des établissements ou implantations relevant de chacun d'eux. Les organes de représentation et de coordination transmettent leur projet de répartition au Gouvernement avant le 1^{er} mai.

Les projets de répartition sont également transmis, dans les mêmes délais, à la Commission des discriminations positives.

S'il l'estime nécessaire, le Gouvernement informe la Commission des discriminations positives de son projet de répartition.

Si elle l'estime nécessaire, la Commission des discriminations positives adresse ses remarques au Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement :

1° s'il approuve les projets de répartition des périodes-professeur, affecte celles-ci par projet, dans un arrêté unique;

2° s'il n'approuve pas le projet de répartition, invite l'organe de représentation et de coordination à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Le Gouvernement affecte les périodes-professeur disponibles pour chacun des pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination dans un arrêté unique.

Article 12. § 1^{er}. Du budget visé à l'article 10, 1.585.000 euros au moins sont affectés à des moyens de fonctionnement, notamment pour la mise en œuvre de la différenciation des apprentissages et la prévention de la violence dans les établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 2003, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Les projets portent sur :

1° l'organisation de formations spécifiques pour les enseignants;

2° l'aménagement et l'embellissement des locaux et des abords;

3° la création d'espaces de rencontres, de médiathèques, de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources, y compris l'achat de livres, de journaux, de revues, de CD-ROM, de cassettes audio-visuelles et autres supports d'information;

4° la collaboration avec les services du secteur de l'Aide à la jeunesse, et plus spécifiquement les services d'aide en milieu ouvert agréés en application de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert;

5° la prise en charge des frais de participation aux activités sportives, des droits d'entrée dans des musées, théâtres et autres activités d'intérêt culturel et des activités culturelles organisées dans les établissements ou implantations;

6° la prise en charge de frais de déplacements résultant des activités visées au 5°, tant pour les membres du personnel que pour les élèves;

7° des contrats de services avec des organismes culturels, sportifs, éducatifs.

Les projets peuvent également prévoir :

1° l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail à durée déterminée;

2° l'engagement d'agents contractuels subventionnés en collaboration avec les Régions, notamment des enseignants, des assistants sociaux, des bibliothécaires, des éducateurs, des spécialistes de l'audiovisuel et de l'animation socio-culturelle;

3° l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle :

— pour des travaux d'embellissement, d'aménagement et de réhabilitation légère de locaux ou des abords, tels des travaux de peinture, de menuiserie;

— pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation.

4° le remplacement des enseignants du premier degré, dans le cadre de la concertation et la formation continuée prévue à l'article 12 du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'organisation du premier degré de l'enseignement secondaire, notamment par l'organisation d'activités à caractère socio-culturel et pédagogique.

Autant que faire se peut, les projets impliquent la participation active des élèves et de toutes les parties associées au Conseil de participation par le décret du 24 juillet 1997 précité.

Les projets couvrent 3 années consécutives.

§ 2. Le budget est réparti dans le respect des proportions visées à l'article 11, § 1^{er}.

Des subventions sont affectées aux établissements ou implantations sortants. La première année scolaire qui suit celle où l'établissement ou l'implantation est sortant, il ou elle bénéficie de 50 % de la somme qui lui a été accordée l'année scolaire précédente. La deuxième année scolaire qui suit celle où l'établissement ou l'implantation est sortant, il ou elle bénéficie de 25 % de la somme qui lui a été accordée 2 ans auparavant.

Les projets qui bénéficient à des établissements ou implantations différents sont imputés proportionnellement à chacun d'eux.

§ 3. Les chefs d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les Pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné, soumettent, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 précité, leurs projets d'action à la Commission des discriminations positives avant le 15 mars.

§ 4. La Commission transmet au Gouvernement, avant le 1^{er} mai, une proposition de répartition des moyens disponibles entre ceux des différents projets qu'elle approuve.

§ 5. Si le Gouvernement n'approuve pas le projet de répartition, il invite la Commission des discriminations positives à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Article 13. Dans les établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives reconnus comme prioritaires, l'utilisation des périodes-professeur visées à l'article 11 permet de contribuer à l'amélioration des conditions de travail par la guidance des élèves et la concertation au sein des équipes éducatives.

Dans les établissements d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives reconnus comme prioritaires, par dérogation à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, les emplois visés à l'article 3 du même arrêté peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 70 élèves.

Dans les implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives reconnues comme prioritaires, par dérogation à l'article 4 du même arrêté, les emplois visés à l'article 3 de cet arrêté peuvent être créés ou subventionnés, par comptage séparé pour l'implantation, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 70 élèves.

Article 14. Dans les établissements ou implantations d'enseignement secondaire bénéficiaires de discriminations positives reconnus comme prioritaires, par dérogation à l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, le remplacement des membres du personnel en congé de maladie est autorisé dès que cette absence compte au moins 5 jours.

Article 15. Dans la limite des possibilités budgétaires, le Gouvernement peut intervenir dans la part des Pouvoirs publics afin de faciliter l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle au sein des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives visés à l'article 4 :

1° pour des travaux d'embellissement, d'aménagement et de réhabilitation légère de locaux ou des abords, tels des travaux de peinture, de menuiserie;

2° pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation ou au personnel enseignant.

Article 16. § 1^{er}. Les indications de délai fixées aux articles 7 à 12 renvoient à l'année scolaire précédant celle durant laquelle les moyens supplémentaires sont accordés.

Les moyens affectés en ressources humaines visés à l'article 8, § 3, alinéa 4 et alinéa 5, 13°, à l'article 11 et à l'article 12, alinéa 3, 3°, qui couvrent une année scolaire entière sont engagés à raison d'un quart sur le budget de l'année civile où commence l'année scolaire, pour les trois quarts restants sur le budget de l'année civile suivante.

Les autres moyens sont engagés entièrement sur le budget de l'année civile où commence l'année scolaire.

§ 2. Dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle dont il est juge, le Gouvernement peut déroger aux obligations de consultation et de délais prévues à l'article 7, à l'article 9, à l'article 11, § 2, § 3 et § 4 et à l'article 12, § 2 et permettre l'engagement, dans l'urgence, du personnel nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement.

Article 17. Tout Pouvoir organisateur qui reçoit, directement ou indirectement, une aide d'une institution ou d'un organisme visés à l'article 2, 1^o, c, pour un établissement ou une implantation qui sollicite ou accepte une aide en discriminations positives informe la Commission des discriminations positives, selon les modalités que définit le Gouvernement. La même procédure s'applique aux établissements ou implantations de la Communauté française.

Article 18. Dans l'enseignement de la Communauté française, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation, est accordée à ceux qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans un établissement ou une implantation visé à l'article 4 ainsi que dans les établissements ou implantations visés à l'article 64.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation, est accordée à ceux qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans un établissement ou une implantation visé à l'article 4 ainsi que dans les établissements ou implantations visés à l'article 64.

Dans l'enseignement libre subventionné, lorsqu'un Pouvoir organisateur doit pourvoir à des emplois vacants, il les attribue, parmi les membres du personnel qui ont posé, s'il échet, leur candidature conformément à l'article 35 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, dans l'ordre des priorités ci-dessous :

1^o via la procédure de détachement visée à l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, aux membres du personnel qui ont été en service pendant dix années au moins, dans un établissement ou une implantation visé à l'article 4 ainsi que les établissements ou implantations visés à l'article 64 et qui exerçaient la même fonction que celle à laquelle appartient l'emploi vacant;

2^o aux membres du personnel mis en disponibilité ou en perte partielle de charge;

3^o aux membres du personnel bénéficiant des priorités définies par le décret du 1^{er} février 1993, précité.

Article 19. Chaque année, à partir du 1^{er} octobre, il ne sera procédé à aucune réaffectation ou complément de charge d'un membre du personnel qui conduirait à licencier ou à réduire la charge d'un membre du personnel temporaire affecté dans un établissement ou une implantation prioritaire d'enseignement secondaire bénéficiaire de discriminations positives. »

Art. 3. A l'article 20, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Les membres du personnel et les élèves » sont remplacés par les mots « Les membres du personnel, les élèves ainsi que les membres des Centres psycho-médico-sociaux œuvrant dans l'établissement ».

Art. 4. A l'article 23 du même décret, le mot « écoles » est remplacé par le mot « établissements ou implantations ».

Art. 5. L'intitulé de la section 3 du chapitre III du titre I du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Des interventions au sein des établissements, de la formation à la prévention de la violence dans l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire et de l'assistance psychologique des membres du personnel de l'enseignement ordinaire ou spécial et des centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 6. A l'article 27 du même décret, les mots « Chaque comité de concertation » sont précédés par les mots « Dans l'enseignement secondaire, ».

Art. 7. A l'article 28 du même décret, les mots « les membres du personnel bénéficient » sont remplacés par les mots « toute personne exerçant sa fonction en tout ou en partie ou chargée d'une mission dans un établissement ordinaire ou spécial de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire et dans le centre psycho-médico-social ».

Art. 8. A l'article 32, alinéa 3, du même décret, les mots « ou, le cas échéant, un médiateur attaché à l'établissement » sont supprimés.

Art. 9. L'article 36, § 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante : « Dans le cadre du budget visé à l'article 10, un budget de 799.000 euros au moins est affecté au paiement du personnel et au fonctionnement du service de médiation.

Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 2003, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ». »

Art. 10. A l'article 37 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 3, alinéa 1^{er}, devient l'alinéa 2 du § 2;

2^o le § 3, alinéa 2, devient le § 3.

Art. 11. A l'article 41 du même décret, les mots « au moins 4 mois » sont remplacés par les mots « au moins trois mois » et les mots «, selon les modalités qu'il détermine, » sont supprimés.

Art. 12. L'article 43 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1977, fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, rétabli par le décret du 2 avril 1996, est complété par les alinéas suivants :

« Dans les établissements d'enseignement secondaire reconnus à discrimination positive conformément à l'article 4 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les emplois visés à l'article 3 peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 80 élèves.

Dans les implantations d'enseignement secondaire reconnues comme à discrimination positive, conformément à l'article 4 du même décret, les emplois visés à l'article 3 peuvent être créés ou subventionnés, par comptage séparé pour l'implantation, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 80 élèves. »

Art. 13. A l'article 46 du même décret, les mots « établissements et implantations à discriminations positives reconnus comme très prioritaires » sont remplacés par les mots « établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives reconnues comme prioritaires ».

Art. 14. L'article 64 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Aussi longtemps que n'ont pas été adoptés les arrêtés visés à l'article 4, § 4, tel que modifié par l'article 2 du décret du 27 mars 2002 sont considérés comme bénéficiaires de discriminations positives :

1° dans l'enseignement fondamental, les établissements, écoles et implantations d'enseignement fondamental ordinaires, primaires et maternelles déterminées en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 établissant, dans l'enseignement fondamental, la liste des établissements, écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives;

2° dans l'enseignement secondaire, les établissements et implantations déterminés en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 établissant, dans l'enseignement secondaire, la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française distinguant, dans l'enseignement secondaire, des établissements et des implantations prioritaires dans la liste des établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 4, § 7, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

Art. 15. Dans l'article 21, § 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice modifié par les décrets du 2 avril 1996 et du 30 juin 1998 sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « très » devant le mot « prioritaires » est supprimé;

2° les mots « et du complément de périodes-professeurs accordé en vertu de l'article 11 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives. » sont insérés après le mot « prioritaires »;

3° les mots « pour permettre » sont remplacés par les mots « Cette disposition vise à permettre ».

Art. 16. L'article 1^{er} du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental modifié par le décret du 24 juillet 1997 est modifié comme suit :

« 8° Zone : entité géographique identique pour chaque réseau. »

Art. 17. L'article 13 du même décret est modifié comme suit :

« Article 13. Le Gouvernement détermine les zones. Celles-ci comprennent plusieurs entités de proximité. »

Art. 18. L'article 14 du même décret est complété comme suit :

« Par zone, les écoles d'un même réseau se concertent au sein du Conseil de zone et mènent des activités en commun. »

Art. 19. L'article 34 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est complété comme suit :

« Au niveau de l'utilisation des reliquats visée aux alinéas 3 et 4, toute implantation bénéficiaire de discriminations positives visée à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives reçoit un nombre de périodes au moins équivalent à celui que constitue son reliquat. »

Art. 20. L'article 36 du même décret est complété comme suit :

« Les dispositions du présent article s'appliquent pas aux implantations bénéficiaires de discriminations positives visées à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 précité. »

Art. 21. L'article 37, modifié par le décret du 14 juin 2001, du même décret est complété comme suit :

« Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 du présent article ne s'appliquent pas aux implantations bénéficiaires de discriminations positives visées à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 précité. »

Art. 22. Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° un 2^oter est inséré au § 2, alinéa 2, rédigé comme suit :

« 2^oter Respecter les dispositions fixées par le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives; »;

2° au § 7, le mot « Elles » est remplacé par les mots, « Les subventions »;

3° au § 7, les termes « Toutefois, en cas de non respect du 2^oter du § 2, alinéa 2, dans sa partie relative au chapitre II du titre 1^{er} du décret du 30 juin 1998 précité, seuls les moyens attribués dans le cadre des discriminations positives peuvent être retirés » sont insérés entre les termes « sur le manquement constaté » et « Les subventions ».

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les procédures visées aux articles 8, 9, 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives restent en vigueur pour l'année scolaire 2001-2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 252-1. — Amendements de commission, n° 2522. — Rapport, n° 252-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 26 mars 2002.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1399

[C — 2002/29187]

27 MAART 2002. — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, en houdende verschillende wijzigingsbepalingen (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. Artikel 1 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt aangevuld met de woorden « alsook op de psycho-medisch-sociale centra ».

§ 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, worden de woorden « instellingen (..) of vestigingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs » vervangen door de woorden « vestigingen voor gewoon basisonderwijs en instellingen of vestigingen voor gewoon secundair onderwijs ».

§ 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 1°, worden de woorden « van instellingen of vestigingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs » vervangen door de woorden « vestigingen voor gewoon basisonderwijs en instellingen of vestigingen voor gewoon secundair onderwijs »;

2° Punt 5° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° school : pedagogisch geheel voor kleuter- en/of lager onderwijs, gelegen op één of meer vestigingsplaatsen, onder leiding van dezelfde directeur; »;

3° Tussen 5° en 6° wordt een 5°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 5°bis : instelling voor secundair onderwijs : pedagogisch geheel voor secundair onderwijs, gelegen op één of meer vestigingsplaatsen, onder leiding van eenzelfde instellingshoofd; »;

4° punt 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° vestiging :

— voor het basisonderwijs : gebouw of geheel van gebouwen gelegen aan eenzelfde adres, waar kleuter- en/of lager onderwijs wordt verstrekt;

— voor het secundair onderwijs : deel van een instelling voor secundair onderwijs dat door de Regering erkend wordt op aanvraag van de inrichtende macht en op de voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs; »;

5° Tussen 6° en 7° wordt een 6 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 6°bis : onderwijsploeg : het geheel van de personeelsleden die al of een deel van hun ambt(en) uitoefenen in eenzelfde instelling of eenzelfde vestiging, met uitsluiting van het administratief, vaklieden- en dienstpersoneel; »;

6° In 9° worden de woorden « in artikel 1, 8° en » ingevoegd tussen de woorden « gedefinieerd » en « in artikel 13 »;

7° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 13° psycho-medisch-sociaal centrum : centrum dat instellingen voor basisonderwijs of gewoon of buitengewoon secundair onderwijs bedient, of centrum dat instellingen voor buitengewoon onderwijs bedient;

14° statistische sector : de kleinste territoriale onderverdeling die door het Nationaal Instituut voor de Statistiek wordt bepaald;

15° niet meer opgenomen instelling of niet meer opgenomen vestiging :

— voor het basisonderwijs : vestiging die niet meer wordt opgenomen in de lijst van het basisonderwijs bedoeld in artikel 4, § 4;

— voor het secundair onderwijs : instelling of vestiging die niet meer wordt opgenomen in de lijst van het secundair onderwijs bedoeld in artikel 4, § 4. »

Art. 2. De artikelen 4 tot 19 van hoofdstuk II van titel 1 van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 4. § 1. Ten minste om de vier jaar, voor zover de Regering vaststelt dat nieuwe gegevens beschikbaar zijn, bepaalt een interuniversitaire studie het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector door middel van een berekeningsformule met inachtneming van de laatste beschikbare statistieken voor de volgende criteria :

1° Gemiddeld inkomen per inwoner;

2° Niveau van de diploma's;

3° Werkloosheidscijfer, activiteitscijfer en cijfer van de personen die het gewaarborgd minimaal maandinkomen ontvangen;

4° Beroepsactiviteiten;

5° Comfort van de woningen.

Ieder criterium wordt bepaald op grond van één of meer variabelen. De keuze van de variabelen wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

Mits voorafgaande toestemming van die, kan de interuniversitaire studie andere criteria bijvoegen om een betere voorstelling te geven van de sociaal-economische typologie van de verschillende statistische sectoren of om één of meer criteria te vervangen waarvoor de statistische gegevens onbeschikbaar zijn.

Het sociaal-economisch cijfer van elke statistische sector wordt uitgedrukt door middel van een indexcijfer dat uit verschillende elementen bestaat. De formule voor de berekening van dat indexcijfer, die eveneens de Regering ter goedkeuring wordt voorgelegd, doet het deel van de variabelen uitkomen dat elk in aanmerking komend criterium bepaalt.

Alleen de statistische sectoren van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en van het Frans taalgebied worden in aanmerking genomen voor het bepalen van de formule. Het indexcijfer wordt echter berekend voor het geheel van de statistische sectoren van het Rijk, nadat de formule vastgesteld is.

§ 2. Om de drie jaar, op grond van de laatste beschikbare gegevens betreffende de inschrijving van de leerlingen en hun verblijfplaats, kent de Administratie aan iedere student het recentste sociaal-economisch indexcijfer van de statistische sector van zijn verblijfplaats toe en berekent, voor elke vestiging voor basisonderwijs en voor elke instelling of vestiging voor secundair onderwijs, het gemiddelde van de indexcijfers die aan de daar ingeschreven leerlingen toegekend zijn.

Voor de leerlingen die als nieuwkomers worden beschouwd krachtens het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt ingericht of gesubsidieerd, kent de Administratie, als sociaal-economisch indexcijfer, het rekenkundig gemiddelde toe van de indexcijfers van de 100 wijken die de laagste sociaal-economische indexcijfers van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en van het Frans taalgebied vertonen.

Voor de leerlingen voor wie de gegevens niet beschikbaar zijn, kent de Administratie, als sociaal-economisch indexcijfer, in het basisonderwijs, het gemiddelde van de indexcijfers van de bezochte vestiging, en, in het secundair onderwijs, het gemiddelde van de indexcijfers van de bezochte instelling of vestiging, toe.

Op grond van dat gemiddelde van de indexcijfers, bepaalt de Administratie, enerzijds, de rangschikking van de vestigingen van het basisonderwijs, en, anderzijds, de rangschikking van de instellingen of vestigingen van het secundair onderwijs. De instellingen of vestigingen worden gerangschikt in een volgorde die begint met de minst begunstigde instelling of vestiging en eindigt met de meest begunstigde.

De Administratie maakt vervolgens een lijst van de vestigingen voor basisonderwijs en een lijst van de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs op die maatregelen voor positieve discriminatie kunnen genieten. Die lijsten worden opgemaakt op grond van de rangschikking die wordt bepaald overeenkomstig lid 4. Daar worden, in de volgorde van die rangschikking, al de minst begunstigde instellingen of vestigingen opgenomen waarvan de som van de aantallen van de daar ingeschreven leerlingen gelijk is aan 11,4 %, voor het basisonderwijs, en aan 11,7 %, voor het secundair onderwijs, van het totaal van de leerlingen die respectief in de vestigingen voor basisonderwijs of in de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs ingeschreven zijn.

Onder de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, worden, in de volgorde van de in lid 4 bedoelde rangschikking, de instellingen of vestigingen onderscheiden waarvan de som van de aantallen van de daar ingeschreven leerlingen gelijk is aan een door de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs te bepalen percentage van het totaal aantal leerlingen die in die instellingen of vestigingen ingeschreven zijn. De aldus onderscheiden instellingen of vestigingen kunnen als prioritair worden beschouwd.

De lijsten van de instellingen of vestigingen, waaronder, voor het secundair onderwijs, de instellingen of vestigingen worden onderscheiden die als prioritair kunnen worden beschouwd, worden overgezonden aan de Regering uiterlijk op 31 mei 2002 voor de eerste driejaarlijkse cyclus bedoeld in lid 1 en uiterlijk op 15 mei voorafgaand aan het eerste schooljaar van de cyclus, voor de volgende driejaarlijkse cyclussen. Voor dezelfde datum wordt de lijst met betrekking tot het basisonderwijs overgezonden aan de Algemene Raad van het Basisonderwijs en wordt deze die betrekking heeft op het secundair onderwijs overgezonden aan de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs.

§ 3. Op grond van sociale, economische, culturele of pedagogische criteria, die binnen of buiten de instellingen of vestigingen vastgesteld zijn, waarvoor een objectieve opgave van de gegevens voor elk van die beschikbaar is, kunnen de Algemene Raden, elk afzonderlijk, voorstellen instellingen of vestigingen toe te voegen aan de in § 2 bedoelde lijsten. De gecumuleerde som van het aantal van de daar ingeschreven leerlingen, opgeteld met de som van de ingeschreven leerlingen die, respectievelijk in de vestigingen voor basisonderwijs of in de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs, in aanmerking worden genomen in de percentages bedoeld in § 2, lid 5, kan echter niet hoger zijn dan 12,5 %, voor het basisonderwijs, en 13,5 %, voor het secundair onderwijs, van het totaal van de leerlingen die respectievelijk in de vestigingen voor basisonderwijs of in de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs ingeschreven zijn.

Op grond van sociale, economische, culturele of pedagogische criteria, die binnen of buiten de instellingen of vestigingen vastgesteld zijn, waarvoor een objectieve opgave van de gegevens voor elk van die beschikbaar is, kan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs voorstellen instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie kunnen genieten, toe te voegen aan de lijst van de in § 2, lid 6 bedoelde instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die als prioritair kunnen worden beschouwd, zonder dat de gecumuleerde som van het aantal van de daar ingeschreven leerlingen echter hoger kan zijn dan een percentage, dat samen met het percentage bedoeld in § 2 lid 6 wordt bepaald, van het totaal van de in § 2, lid 5 in aanmerking komende leerlingen.

De Algemene Raden zenden hun met redenen omkleed voorstel aan de Regering uiterlijk op 15 juli 2002, voor de in § 2 bedoelde eerste driejaarlijkse cyclus, en uiterlijk op 30 juni voorafgaand aan het eerste schooljaar van de cyclus, voor de volgende driejaarlijkse cyclussen, over.

§ 4. De Regering maakt, vóór 1 oktober van het eerste schooljaar van elke driejaarlijkse cyclus bedoeld in § 2, de lijsten op van de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Zij onderscheidt er de prioritaire instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs.

Een in een lijst opgenomen instelling of vestiging komt op die basis voor subsidies in aanmerking voor vijf schooljaren overeenkomstig dit decreet.

Artikel 5. § 1. Er wordt een Commissie voor positieve discriminatie opgericht, samengesteld uit :

- 1° de directeur-generaal van het verplicht onderwijs, of diens afgevaardigde, die de Commissie voorzigt;
- 2° een vertegenwoordiger per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan voor het basisonderwijs, aangesteld door de Regering op de voordracht van dat orgaan;
- 3° een vertegenwoordiger per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan voor het secundair onderwijs, aangesteld door de Regering op de voordracht van dat orgaan;
- 4° twee vertegenwoordigers, waarvan de verantwoordelijke ervan, van de algemene dienst algemene zaken, onderzoek inzake pedagogie en sturing van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, aangesteld door de Regering;
- 5° een vertegenwoordiger die wordt voorgedragen door elke vakorganisatie die de leerkrachten vertegenwoordigt die aangesloten zijn bij vakorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben;
- 6° drie vertegenwoordigers van psycho-medisch-sociale centra, door de Regering aangesteld op de voordracht van de Hoge Begeleidingsraad;
- 7° de coördinerende inspecteur, of diens afgevaardigde, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde basisonderwijs;
- 8° de inspecteur-generaal, of diens afgevaardigde, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde basisonderwijs;
- 9° de twee inspecteurs-generaal van het secundair onderwijs, of hun afgevaardigden;
- 10° vertegenwoordigers van de Regering, met adviserende stem;
- 11° een vertegenwoordiger, met adviserende stem, van elke optredende persoon bedoeld in artikel 2, 1°, c, bij beslissing van de Regering;
- 12° de voorzitter van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, of diens afgevaardigde, opgericht bij artikel 26 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, met adviserende stem.

Ieder lid kan worden vervangen door een plaatsvervangend lid, aangewezen volgens dezelfde modaliteiten als de titularis. Dat plaatsvervangend lid houdt alleen bij afwezigheid van het werkend lid zitting.

Wanneer de Commissie vraagstukken in verband met geweldpreventie of afhaken van school behandelt, bestaat zij ook, met adviserende stem, uit de coördinatoren van de schoolbemiddeling bedoeld in artikel 34.

De Commissie raadpleegt, telkens als zij dit noodzakelijk acht, het advies van deskundigen inzake positieve discriminatie, met adviserende stem.

De Commissie neemt haar beslissingen bij de twee derdemeeerderheid van de aanwezige leden. De Regering stelt de andere nadere regels voor de werking van de Commissie vast.

De Commissie heeft als opdracht :

- 1° op initiatief of op aanvraag van de Regering, adviezen over het voeren van het beleid inzake positieve discriminatie uit te brengen;
- 2° de projecten inzake positieve discriminatie te coördineren die andere personen dan de Franse Gemeenschap laten optreden of die, in het secundair onderwijs, verschillende inrichtende machten laten optreden;
- 3° elke hulpverlening door in artikel 2, 1°, c, bedoelde instellingen ten gunste van de in artikel 4 bedoelde instellingen of vestigingen te vergemakkelijken;
- 4° de supervisie te voeren over de in artikel 34 bedoelde bemiddelingsdienst;
- 5° het deel van de actieprojecten inzake positieve discriminatie in verband met het gebruik van de werkmiddelen goed te keuren. Die goedkeuring gaat gepaard met de overeenstemming van dat gebruik met het geheel van het project alsook met het in artikel 2, 1°, a) bepaalde doel, de specifieke behoeften van het terrein en het inrichtingsproject;
- 6° de projecten die de in 5° bedoelde overeenstemmingsvoorwaarden niet vervullen, aan te passen;
- 7° het in § 2 bedoelde evaluatie- en opvolgingsplan te coördineren.

De Commissie krijgt de hulp van drie ambtenaren van niveau 1 en van drie bedienden of opstellers.

§ 2. Op de voordracht van de Commissie voor positieve discriminatie, stelt de Regering, om de drie jaar, en voor de eerste keer in 2003, een plan voor de evaluatie en de opvolging van de toepassing van dit hoofdstuk vast.

Het evaluatie- en opvolgingsplan wordt overgezonden aan de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

Artikel 6. § 1. Voor het basisonderwijs wordt per zone een Nabijheidscommissie opgericht, die bestaat uit :

1° de hoofdinspecteurs die werkzaam zijn in vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten in de zone, waarbij de oudste in het ambt de Commissie voorzigt;

2° de leden van de Inspectie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde basisonderwijs die belast zijn met ten minste één vestiging die maatregelen voor positieve discriminatie geniet en die op het grondgebied van de zone gelegen is;

3° de leden van de Inspectie van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd basisonderwijs die belast zijn met ten minste één vestiging die maatregelen voor positieve discriminatie geniet en die op het grondgebied van de zone gelegen is;

4° een door de Regering aangewezen vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, indien ten minste één vestiging van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs die op het grondgebied van de zone gelegen is en die maatregelen voor positieve discriminatie geniet;

5° een vertegenwoordiger, aangewezen door het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs, indien ten minste één vestiging van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gelegen op het grondgebied van de zone, maatregelen voor positieve discriminatie geniet;

6° één vertegenwoordiger, aangewezen door het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard, indien ten minste één vestiging van het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard, gelegen op het grondgebied van de zone, maatregelen voor positieve discriminatie geniet;

7° een vertegenwoordiger, aangewezen door het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard, indien ten minste één vestiging van het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard, gelegen op het grondgebied van de zone, maatregelen voor positieve discriminatie geniet;

8° een vertegenwoordiger, aangewezen door elke vakorganisatie die de leerkrachten, aangesloten bij vakorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting houden, vertegenwoordigt.

§ 2. De Nabijheidscommissie wordt door de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief omvat de agenda.

De Nabijheidscommissie beraadslaagt en beslist pas geldig als de helft van de leden aanwezig zijn. Ze neemt haar beslissingen bij de twee/derde meerderheid van de aanwezige leden. De leden van de Inspectie bedoeld in § 1, 1°, 2° en 3° zijn alleen stemgerechtigd voor de vestigingen waarmee ze belast zijn, behalve bij het geval bedoeld in het volgende lid.

Wat de verdeling van de begroting bedoeld in artikel 7, § 3, lid 6, betreft, onder de leden van de Inspectie, zijn alleen stemgerechtigd :

1° de hoofdinspecteur die de grootste ambtsanciënniteit telt;

2° de inspecteur lager onderwijs van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde basisonderwijs die de grootste ambtsanciënniteit telt;

3° de inspecteur kleuteronderwijs van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde basisonderwijs die de grootste ambtsanciënniteit telt;

4° de inspecteur lager onderwijs van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd onderwijs die de grootste ambtsanciënniteit telt;

5° de inspecteur kleuteronderwijs van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd onderwijs die de grootste ambtsanciënniteit telt.

De Commissie raadpleegt, telkens als zij dit nodig acht, het advies van deskundigen inzake positieve discriminatie. Die deskundigen hebben een adviserende stem.

Het secretariaat van de Commissie wordt door een ambtenaar waargenomen.

§ 3. De Nabijheidscommissie heeft als opdracht :

1° akte te nemen van het deel van de actieprojecten voor positieve discriminatie betreffende het gebruik van menselijke middelen die in de vorm van lestijdenpakketten worden toegekend;

2° het deel van de actieprojecten voor positieve discriminatie betreffende het gebruik van de werkingsmiddelen goed te keuren, waarbij rekening wordt gehouden met de overeenstemming van dat gebruik met het geheel van het project alsook met het doel bepaald in artikel 2, 1°, a), de specifieke behoeften van het terrein en het inrichtingsproject.

De Nabijheidscommissie stelt, in voorkomend geval, voor dat de projecten overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 9 worden aangepast.

De beslissingen waartegen geen beroep werd aangetekend, worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd;

3° te beslissen over de bestemming van de bijkomende middelen bedoeld in artikel 7, § 3, lid 6 tussen vestigingen die in aanmerking komen voor positieve discriminatie of psycho-medisch-sociale centra die op het grondgebied van de zone gelegen zijn, op grond van de behoeften en de prioriteiten die zij bepaalt.

Op grond van die behoeften en die prioriteiten kunnen ofwel de werkingsmiddelen die in de goedgekeurde projecten worden aangevraagd, worden versterkt, ofwel kunnen nieuwe projecten worden georganiseerd door een subsidie te bestemmen voor vestigingen die in aanmerking komen voor positieve discriminatie of voor psycho-medisch-sociale centra gelegen op het grondgebied van de zone. De subsidies met een speciale bestemming hebben inzonderheid betrekking op de middelen bedoeld in artikel 8, § 3, lid 5, 3°, 6°, 10° en 11°.

De beslissingen tot bestemming worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd;

4° een advies te verstrekken over de actieprojecten inzake positieve discriminatie met betrekking tot het gebruik van werkingsmiddelen, in afwijking van 2°, voor de projecten die in partnerschapsverband werden voorgelegd door vestigingen voor basisonderwijs en instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs of door vestigingen voor basisonderwijs gelegen op het grondgebied van verschillende zones.

Artikel 7. § 1. In het basisonderwijs wordt een bedrag van ten minste 11.805.000 euro toegewezen aan de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast en voor de eerste maal in 2003, naar gelang van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald bij koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, « gezondheidsindex » genoemd.

De Regering kan een gedeelte van het bij lid 1 bedoeld bedrag voorbehouden voor plannen in afspraak met de instellingen bedoeld bij artikel 2, 1°, c) om aan de hand van de geldmiddelen die door die worden geïnvesteerd de menselijke of materiële hulpmiddelen te verhogen die ter beschikking van de vestigingen worden gesteld die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

§ 2. Een bedrag dat overeenstemt met 70 % van de bij § 1, lid 1 bedoelde begroting wordt door de Regering automatisch toegewezen aan de niet meer opgenomen vestigingen en aan de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. De toewijzing wordt gedaan in de vorm van lestijdenpakketten voor de menselijke middelen bedoeld bij artikel 8, § 3 lid 4. Het totaal aantal toe te kennen lestijden wordt berekend door het resultaat van de deling van het vastgesteld bedrag van een volledige arbeidsprestatie van leraar titularis van een klas die een dienstanciënniteit van 11 jaar telt, de kinderbijslag niet inbegrepen, met 24 te vermenigvuldigen, alle lasten inbegrepen.

De toewijzing bestemt de toe te kennen lestijden vooreerst voor de niet meer opgenomen vestigingen. Voor het eerste schooljaar dat volgt op het jaar waarin de vestiging niet meer opgenomen wordt, geniet deze vestiging 50 % van de lestijden die haar werden toegewezen tijdens het vorig schooljaar. Voor het tweede schooljaar dat volgt op het jaar waarin de vestiging niet meer opgenomen wordt, geniet deze vestiging 25 % van de lestijden die haar twee jaar tevoren werden toegewezen. Het deel van elke niet meer opgenomen vestiging wordt naar de lagere eenheid afgerond.

Nadat de in lid 2 bepaalde lestijden van al de bij lid 1 bedoelde lestijden werden afgetrokken, wijst de Administratie de overblijvende lestijden toe volgens de hierna vastgestelde modaliteiten.

Zij bepaalt de lestijden die over de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, moeten verdeeld worden. Het deel van elke vestiging die maatregelen voor positieve discriminatie geniet, wordt bekomen door de bij lid 3 bedoelde overblijvende lestijden te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober in de vestiging waarvoor het deel wordt berekend en waarvan de noemer het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in al de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten op 1 oktober. Het deel van elke vestiging wordt naar de lagere eenheid afgerond.

Elke bij de leden 2 en 4 bedoelde vestiging ontvangt evenwel een minimum van zes lestijden. In dat opzicht wordt zo nodig het deel van de vestigingen die meer dan 6 lestijden hadden moeten krijgen bij toepassing van lid 4, berekend op basis van de bij lid 3 bedoelde overblijvende lestijden, na aftrek van de hierboven gewaarborgde 6 lestijden. Het aantal zo bekomen lestijden wordt verdeeld over de vestigingen die meer dan 6 mestijden hadden moeten krijgen bij toepassing van lid 4 op basis van een breuk waarvan de teller het aantal op 1 oktober regelmatig ingeschreven leerlingen in de betrokken vestiging is en de noemer het aantal op 1 oktober regelmatig ingeschreven leerlingen in dezelfde vestigingen is.

§ 3. Het saldo van de bij § 1 bedoelde begroting wordt door de Regering toegekend voor de werkingsmiddelen bedoeld bij artikel 8, § 3, lid 5.

Elk jaar kent de Administratie aan de vestigingen van het basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten toelagen toe voor het volgend schooljaar voor de bij lid 1 bedoelde werkingsmiddelen.

De Administratie bestemt de toe te kennen toelagen vooreerst aan de niet meer opgenomen vestigingen. Voor het eerste schooljaar dat volgt op het jaar waarin de vestiging niet meer opgenomen wordt, geniet deze vestiging 50 % van het bedrag dat haar tijdens het vorig schooljaar werd toegekend. Voor het tweede schooljaar dat volgt op het jaar waarin de vestiging niet meer opgenomen wordt, geniet deze vestiging 25 % van het bedrag dat haar twee jaar tevoren werd toegekend.

Na aftrek van al de bij lid 3 bepaalde bedragen van de in lid 1 bedoelde begroting, kent de Administratie de overblijvende begroting toe volgens de hierna bepaalde modaliteiten.

Een bedrag dat overeenstemt met 73 % van die overblijvende begroting wordt volgens het aantal leerlingen automatisch verdeeld over de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Het deel van elke vestiging die maatregelen voor positieve discriminatie geniet, wordt berekend door dit bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober in de vestiging waarvoor het deel wordt berekend en waarvan de noemer het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in al de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten op 1 oktober.

De overblijvende 27 % worden verdeeld onder de Nabijheidcommissies. Het door elke Nabijheidcommissie toe te wijzen gedeelte wordt bekomen door die overblijvende 27 % te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober in de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten die deel uitmaken van het grondgebied van de betrokken zone op 1 oktober en waarvan de noemer het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in al de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten op 1 oktober.

§ 4. Uiterlijk 15 december geeft de Administratie aan de Regering, de Commissie voor positieve discriminatie, de Nabijheidscommissies, de betrokken hoofden van de instellingen voor het basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap alsook de betrokken inrichtende machten voor het gesubsidieerd basisonderwijs, mededeling van de verdeling van de lestijden en van de begroting toegewezen aan elke vestiging en nabijheidcommissie, zoals bepaald overeenkomstig § 2 en § 3.

Artikel 8. § 1. Een project om maatregelen voor positieve discriminatie te treffen, wordt ontworpen :

— ofwel door een onderwijsploeg van een vestiging voor basisonderwijs of van een instelling of vestiging voor secundair onderwijs;

— ofwel, in partnerschap, door onderwijsploegen voor vestigingen voor het basisonderwijs of instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die kunnen afhangen van afzonderlijke inrichtende machten en/of afhangen van het basis- of secundair onderwijs.

§ 2. In het basisonderwijs wordt een project om maatregelen voor positieve discriminatie uit te werken, een project per vestiging, ontworpen volgens een type-model bepaald door de Regering. Het omvat ten hoogste drie luiken. Elk luik geeft nadere omschrijving van een doelstelling die duidelijk wordt bepaald voor de duur van een jaar. Om die doelstellingen te bereiken, legt het project een geheel van concrete acties voor, gepland over een periode van drie jaar, in een of verschillende vestigingen.

Deze doelstellingen en deze concrete acties zijn in overeenstemming met het bij artikel 2, 1°, a) bedoeld artikel, met de specifieke noodwendigheden van het terrein en met het bij de artikelen 67 en 68 van het voormeld decreet van 24 juli 1997 bedoeld inrichtingsproject. Zij moeten rekening houden met de vaststellingen voortvloeiend uit interne of externe evaluaties in de vestiging.

Bovendien kunnen de concrete acties verband houden met de schoolomgeving, inzonderheid door de invoering van samenwerkingsverbanden met de plaatselijke verenigingen die in de wijken werkzaam zijn.

§ 3. Om de bij § 2 bedoelde acties tot een goed einde te brengen, duidt het project de nodige middelen aan. Het betreft :

1° middelen op menselijk vlak in de vorm van lestijdenpakketten onder deze bedoeld bij lid 4 van deze paragraaf;

2° werkmiddelen onder deze bedoeld bij lid 5 van deze paragraaf;

3° desgevallend, bijkomende werkmiddelen die aangevraagd worden onder deze bedoeld bij lid 5 van deze paragraaf.

Het project omvat, naargelang van de bepaalde middelen op menselijk vlak en/of de werkmiddelen, een plan ter verdeling van de lestijden en de begroting die binnen de perken van de bij artikel 7, § 4 bedoelde toewijzing worden toegekend.

In een project ontworpen in partnerschap heeft elke vestiging haar zeg in het verdelingsplan.

De bijkomende middelen, inzonderheid om een differentiatie van de leerprocessen uit te werken, bestaan uit middelen op menselijk vlak in de vorm van lestijdenpakketten die toelaten :

1° leraars lager onderwijs aan te werven of aan te stellen naar rata van ten minste 6 lestijden in de vorm van bijkomende lestijdenpakketten;

2° leraars kleuteronderwijs aan te werven of aan te stellen naar rata van ten minste een vierde dagtaak; deze betrekking wordt omgezet in lestijdenpakketten naar rata van 24 lestijden per volledige opdracht;

3° meesters lichamelijk opvoeding aan te werven of aan te stellen in de vorm van bijkomende lestijdenpakketten;

4° een maatschappelijke helper, een paramedische helper of een bijkomende psycho-pedagogische adviseur voor ten minste een vierde opdracht tijdelijk aan te werven of aan te stellen voor een bepaalde duur in het psycho-medisch-sociaal centrum bevoegd voor de bedoelde vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, met terbeschikkingstelling voor die vestigingen volgens modaliteiten die de Regering bepaalt. Die betrekking wordt omgezet in lestijdenpakketten naar rata van 24 lestijden per volledige opdracht;

5° kinderverzorgsters aan te werven of aan te stellen naar rata van ten minste een vierde opdracht; die opdracht wordt omgezet in lestijdenpakketten naar rata van 24 opdrachten per volledige opdracht;

De bijkomende middelen bestaan ook uit werkmiddelen die toelaten :

1° niet-onderwijzend personeel onder arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd aan te werven of aan te stellen;

2° specifieke vormingen voor de leerkrachten te organiseren;

3° leerkrachten te vervangen in het kader van de voortgezette vorming, inzonderheid door het organiseren van pedagogische animatie-activiteiten, bedoeld bij artikel 16, lid 3 van het decreet van ... betreffende de voortgezette vorming van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

4° gemeenschappelijke acties, inzonderheid in het kader van de toepassing en uitvoering van de artikelen 6 en 8, 9° en 10° van het voormeld decreet van 24 juli 1997 met de diensten van de sector Hulpverlening aan de Jeugd bepaald bij artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en meer bepaald de diensten voor hulpverlening in open milieu erkend met toepassing van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;

5° de geschiktmaking en de verfraaiing van de lokalen of de omgeving;

6° dienstovereenkomsten met culturele, sport- opvoedingsorganisaties;

7° de aankoop van materieel;

8° de inrichting van ontmoetingsruimten;

9° de installatie en de werking van bibliotheken, documentatiecentra en centra voor hulpbronnen, de aankoop van boeken, dagbladen en tijdschriften, CD-Rom, audiovisuele cassetten en andere informatiedragers;

10° de tenlasteneming van de kosten voor deelneming aan de sportactiviteiten, het entreegeld voor musea, theaters en andere activiteiten met culturele inslag en culturele activiteiten georganiseerd in de scholen;

11° de tenlasteneming van de reiskosten voor activiteiten bedoeld bij 10°, zowel voor de personeelsleden als voor de leerlingen;

12° de aanwerving van niet-onderwijzend personeel onder arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma, in samenwerking met de Gewesten :

a) voor verfraaiings-, inrichtings- en geringe vernieuwingswerken van lokalen of de omgeving, zoals verfwerken, timmerwerk;

b) om de onderwijsploeg hulp te bieden;

13° de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen, in samenwerking met het Brussels Gewest of het Waalse Gewest, inzonderheid :

- a) kinderverzorgsters;
- b) leraars om een differentiatie van de leerprocessen ten uitvoer te brengen;
- c) opvoeders;
- d) maatschappelijke assistenten.

In de bij lid 4, 1° tot 4° bedoelde gevallen :

1° de in dat personeelsbestand gepresteerde diensten zijn integraal gelijkgesteld met de diensten die gepresteerd worden in de organieke personeelsformatie;

2° de toegang tot die ambten is onderworpen aan dezelfde statutaire bepalingen dan deze van de organieke personeelsformatie;

3° het ambt wordt gefinancierd met de beschikbare middelen op een forfaitaire basis bestaande in de jaarlijkse kostprijs van een volledige opdracht van leraar klastitularis met een dienstanciënniteit van 11 jaar, de kinderbijslag uitgezonderd. De deeltijdse betrekking wordt op dezelfde manier gefinancierd en op dezelfde basis waarop de breuk wordt toegepast die overeenstemt met de gepresteerde tijd;

4° het bijkomend lestijdenpakket wordt gebruikt na overleg met de representatieve vakverenigingen.

Het overleg met de representatieve vakverenigingen wordt georganiseerd :

1° in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

2° in het gesubsidieerd officieel onderwijs, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 85 tot 96 van het decreet van 6 juni 1994 houdende vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

3° in het vrij gesubsidieerd onderwijs, overeenkomstig de bepalingen betreffende de ondernemingsraden, of, bij ontstentenis, het Comité voor de arbeidsbescherming, of, bij ontstentenis, in de lokale overleginstanties, of bij ontstentenis, met de syndicale afvaardigingen.

Artikel 9. In het basisonderwijs dienen de vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, voor elk schooljaar een enig project in voor acties inzake positieve discriminatie voor het volgend schooljaar binnen de perken bepaald bij artikel 7, na het advies te hebben ingewonnen van de Participatieraad bedoeld bij artikel 69 van het voormeld decreet van 24 juli 1997.

De niet meer opgenomen vestigingen dienen een project in binnen de bij artikel 7 bepaalde perken.

In de veronderstelling dat drie luiken in het voorgelegde project opgenomen zijn, moet er ten minste een project in partnerschap worden ontworpen.

§ 2. Uiterlijk 1 maart worden de actieprojecten naar de Nabijheidcommissie waarvan de vestiging afhangt gezonden door :

1° de inrichtingshoofden, wat het onderwijs betreft georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° de inrichtende machten, wat het gesubsidieerd onderwijs betreft.

§ 3. De Nabijheidcommissie onderzoekt de actieprojecten die haar worden toegestuurd overeenkomstig § 2 en oefent haar opdrachten uit, overeenkomstig artikel 6, § 3.

Zij zendt haar goedkeuringen, beslissingen en adviezen via de Administratie onverwijld door aan de Regering en aan de Commissie voor positieve discriminatie.

Wanneer de Nabijheidcommissie haar goedkeuring hecht aan het gedeelte van het actieproject voor positieve discriminatie betreffende de toewijzing van de werkmiddelen, brengt zij uiterlijk 1 april ofwel de betrokken inrichtingshoofden, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, ofwel de betrokken inrichtende machten, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ervan op de hoogte.

Wanneer de Nabijheidcommissie haar goedkeuring niet hecht aan het gedeelte van het actieproject voor positieve discriminatie betreffende de toewijzing van de werkmiddelen, brengt zij uiterlijk 1 april ofwel de betrokken inrichtingshoofden, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, ofwel de betrokken inrichtende machten, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ervan op de hoogte. Zij geeft hun nadere toelichting over de redenen waarom ze haar goedkeuring niet verleent en stelt hun de aanpassingen voor die zij nodig acht.

In alle geval krijgt de vestiging lestijden toegewezen die haar werden toegekend krachtens artikel 7, § 4.

Indien het inrichtingshoofd of de inrichtende macht niet akkoord gaat met de voorgestelde wijzigingen, dient het voor 20 april bij de Commissie voor positieve discriminatie een met redenen omkleed beroep in. Indien na het verstrijken van deze termijn er geen enkel beroep werd aangetekend, wordt het gedeelte van de actieprojecten voor positieve discriminatie betreffende de toewijzing van de werkmiddelen, zoals aangepast door de Nabijheidcommissie, beschouwd als goedgekeurd door deze commissie.

Wanneer de nabijheidcommissie ertoe genoopt wordt advies uit te brengen overeenkomstig artikel 6, § 3, lid 1, 4°, stuurt zij dit advies voor 1 april aan de Commissie voor positieve discriminatie. Indien dit advies negatief is, deelt zij het ook voor dezelfde datum mede aan de betrokken inrichtingshoofden wat het onderwijs betreft georganiseerd door de Franse Gemeenschap en aan de betrokken inrichtende machten wat het onderwijs betreft gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Deze kunnen voor 20 april opmerkingen doen gelden bij de Commissie voor positieve discriminatie.

§ 4. De Commissie voor positieve discriminatie onderzoekt, overeenkomstig artikel 5, § 1, lid 6, 5° en 6°, de actieprojecten waartegen een beroep werd ingesteld in die waarover de Nabijheidcommissie een advies heeft ingediend. Onverminderd de goedkeuring door de Regering, bedoeld bij § 6, bepaalt zij haar beslissing ofwel door de projecten goed te keuren ofwel door die aan te passen.

Uiterlijk 1 mei brengt zij, via de Administratie, de Regering, de betrokken Nabijheidcommissies, de betrokken inrichtingshoofden voor het basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap alsook de betrokken inrichtende machten voor het basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ervan op de hoogte.

§ 5. De Administratie zendt ontwerpen van besluiten vóór 15 mei naar de Regering met onderscheid, voor elke vestiging en voor elke inrichtende macht, van :

1° de ontwerpen voor toelagen toegekend in de vorm van lestijdenpakketten voor de menselijke middelen bedoeld bij artikel 8, § 3, lid 4;

2° de ontwerpen voor toelagen voor de werkmiddelen bedoeld bij artikel 8, § 3, lid 5.

§ 6. De Regering keurt de ontwerpen van besluiten goed vóór 30 juni.

Indien zij de ontwerpen van besluiten niet goedkeurt, verzoekt zij de Commissie voor positieve discriminatie wijzigingen voor te stellen binnen een bepaalde termijn. Bij ontstentenis van een voorstel binnen die termijn of indien zij het ontwerp niet goedkeurt, wijzigt de Regering de verdeling.

§ 7. Het toezicht door de Franse Gemeenschap betreffende het gebruik van de menselijke middelen toegewezen in de vorm van lestijdenpakketten bedoeld bij artikel 8, § 3, lid 1, 1° wordt a posteriori uitgeoefend.

Artikel 10. § 1. In het secundair onderwijs wordt een bedrag van ten minste 8.288.000 euro toegewezen aan de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast en voor de eerste maal in 2003, naar gelang van de evolutie van de index van de consumptieprijzen bepaald bij koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, « gezondheidsindex » genoemd.

De Regering kan het bij lid 1 bedoeld bedrag bestemmen voor plannen gecoördineerd met de instellingen bedoeld bij artikel 2, 1°, c) om aan de hand van de geldmiddelen die door die worden geïnvesteerd de menselijke of materiële hulpmiddelen te verhogen die ter beschikking worden gesteld van de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

Het bedrag bedoeld ofwel bij lid 1, ofwel desgevallend bij lid 2, wordt door de Regering toegekend volgens de bij de artikelen 11, 12 en 36 bepaalde modaliteiten.

Artikel 11. § 1. Een bedrag van ten minste 5.904.000 euro van de bij artikel 10 bedoelde begroting wordt bestemd voor ten minste 12 bijkomende lestijden/leraar, per instelling, ten voordele van de instellingen of vestigingen van het secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast en voor de eerste maal in 2003, naargelang van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald bij koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, « gezondheidsindex » genoemd.

Het aantal lestijden/leraar wordt berekend door het quotiënt van het bij lid 1 bedoelde bedrag van de kosten, alle lasten inbegrepen, van een leraar algemene vakken in de lagere graad van het secundair onderwijs die een wedde-anciënniteit van 11 jaar telt, de kinderbijslag uitgezonderd, met 21,8 te vermenigvuldigen.

Het in lid 2 bekomen aantal lestijden/leraar wordt onderverdeeld enerzijds in vier afzonderlijke toelagen respectievelijk voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerd officieel onderwijs, het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs en het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs en anderzijds in een toelage per inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan. Het deel voor elke groep wordt bekomen door het in lid 2 bepaald aantal lestijden/leraar te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in de inrichtingen of vestigingen van het secundair onderwijs die op 15 januari maatregelen voor positieve discriminatie genieten en waarvan de noemer het aantal leerlingen is die regelmatig ingeschreven zijn in al de instellingen of vestigingen van het secundair onderwijs die op 15 januari maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

Lestijden/leraar worden toegewezen aan de niet meer opgenomen instellingen of vestigingen. Voor het eerste schooljaar dat volgt op het jaar waarin de instelling of de vestiging niet meer opgenomen wordt, geniet zij 50 % van de lestijden die haar werden toegewezen tijdens het vorig schooljaar. Voor het tweede schooljaar dat volgt op het jaar waarin de inrichting of de vestiging niet meer opgenomen wordt, geniet zij 25 % van de lestijden die haar twee jaar tevoren werden toegekend. Het deel van elke niet meer opgenomen instelling of vestiging wordt naar de lagere eenheid afgerond.

§ 2. De bijkomende begeleiding die toelaat leerkrachten alsook opvoedend hulppersoneel, een provisor of een onderdirecteur aan te werven of aan te stellen, bezorgd aan de instellingen of vestigingen van het secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, wordt bestemd, na het advies te hebben ingewonnen van de Raad (Raden) voor Participatie bedoeld bij artikel 69 van voormeld decreet van 24 juli 1997 over de prioriteiten, inzonderheid voor de inwerkingstelling van de differentiatie van de leerprocessen, de samenstelling van groepen met beperkte omvang, de organisatie van adaptatieleergangen voor de leerlingen die geen Frans spreken, de voorkoming van het geweld, de voorkoming van het afhaken van school, de remediëring en de activiteiten bedoeld bij artikel 20, § 4, 1° tot 4° van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

De bijkomende begeleiding kan ook, na advies van de Raad (Raden) voor Participatie bedoeld bij lid 1 bestemd worden voor de tijdelijke aanstelling of aanwerving voor een bepaalde duur, in het psycho-medisch sociaal centrum bevoegd voor één (of meer) instelling(en) of één (of meer) vestiging(en) die maatregelen voor positieve discriminatie geniet(en), van een bijkomende psycho-pedagogisch adviseur of een maatschappelijke helper of een paramedisch helper met volledige of halve dagtaak, met terbeschikkingstelling van deze instelling(en) of vestiging(en) volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt; die betrekking wordt bij het aantal lestijden/leraar gevoegd naar rata van 22 lestijden/leraar per volledige opdracht.

De bijkomende lestijden/leraar worden gebruikt na overleg met de representatieve vakorganisaties.

§ 3. De inrichtingshoofden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap sturen vóór 15 maart hun projecten naar de Regering door.

De inrichtende machten, voor het gesubsidieerd onderwijs, sturen vóór 15 maart hun ontwerpen naar hun vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan door.

De inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan sturen vóór 15 maart hun projecten naar de Regering en de Commissie voor positieve discriminatie door.

De projecten betreffen drie opeenvolgende jaren.

§ 4. De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor het gesubsidieerd onderwijs, stellen een project op voor de verdeling van de beschikbare lestijden/leraar ten voordele van de inrichtingen of vestigingen die van ieder onder hen afhangen. De organen voor de vertegenwoordiging en coördinatie sturen vóór 1 mei hun verdelingproject naar de Regering door.

De verdelingsprojecten worden eveneens binnen dezelfde termijnen doorgezonden naar de Commissie voor positieve discriminatie.

Indien zij dit nodig acht, brengt de Regering de Commissie voor positieve discriminatie op de hoogte van haar verdelingsproject.

Indien zij dit nodig acht, geeft de Commissie voor positieve discriminatie haar opmerkingen aan de Regering te kennen.

§ 5. De Regering :

1° indien zij de projecten voor de verdeling van de lestijden/leraar goedkeurt, kent die per project in een enig besluit toe;

2° indien zij het verdelingsproject niet goedkeurt, verzoekt zij het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan het te wijzigen. Bij ontstentenis daarvan, wijzigt de Regering de verdeling.

De Regering kent in een enig besluit de beschikbare lestijden/leraar toe aan elke inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

Artikel 12. § 1. Van de in artikel 10 bedoelde begroting, worden minstens 1.585.000 euro toegewezen aan werkmiddelen, inzonderheid voor de aanwending van de opleidingsdifferentiatie en de preventie van geweld in de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die positieve discriminatie genieten.

Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, voor het eerst in 2003, op grond van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat werd bepaald bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, de « gezondheidsindex » genoemd.

De projecten betreffen :

1° de organisatie van specifieke vormingen voor de leerkrachten;

2° de inrichting en de verfraaiing van de lokalen en de directe omgeving;

3° de oprichting van ontmoetingsplaatsen, mediatheken, bibliotheken, documentatie- en bronnencentra, met inbegrip van de aankoop van boeken, kranten, tijdschriften, CD-ROM, audiovisuele cassettes en andere informatie-dragers;

4° de medewerking met de diensten van de sector Hulpverlening aan de Jeugd en meer bepaald de diensten voor Hulpverlening in open milieu erkend bij toepassing van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;

5° de betaling van de kosten voor medewerking aan sportactiviteiten, van de toegangskarten voor musea, theaters en andere culturele activiteiten en van de culturele activiteiten georganiseerd in de instellingen of vestigingen;

6° de betaling van de reiskosten die voortvloeien uit de activiteiten bedoeld in 5°, zowel voor de personeelsleden als voor de leerlingen;

7° de overeenkomsten van diensten met de culturele, sportieve, educatieve instellingen.

De projecten kunnen eveneens voorzien in :

1° de aanwerving van niet-onderwijzend personeel gebonden door een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd;

2° de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen in samenwerking met de Gewesten, inzonderheid de leerkrachten, maatschappelijke assistenten, bibliothecarissen, opvoeders, specialisten in de audiovisuele sector en in de socio-culturele animatie;

3° de aanwerving van niet-onderwijzend personeel gebonden door een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma :

— voor de werken voor de verfraaiing, de inrichting en de lichte vernieuwbouw van de lokalen of de directe omgeving, zoals verfwerken of timmerwerk;

— voor een bijstand aan het opvoedend hulppersoneel.

4° de vervanging van de leerkrachten van de eerste graad, in het kader van het overleg en de voortgezette vorming bedoeld in artikel 12 van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, inzonderheid door de organisatie van socio-culturele en pedagogische activiteiten.

Zo mogelijk, hebben de projecten als gevolg dat de leerlingen en alle partijen die geassocieerd zijn in de participatieraad bedoeld bij het voornoemd decreet van 24 juli 1997, actief moeten deelnemen.

De projecten lopen over drie opeenvolgende jaren.

§ 2. De begroting wordt verdeeld met inachtneming van de verhoudingen bedoeld in artikel 11, § 1.

Subsidies worden toegekend aan de niet meer opgenomen instellingen of vestigingen. Het eerste schooljaar volgend op het jaar waarop de instelling of de vestiging niet meer wordt opgenomen, geniet zij 50% van het bedrag dat haar het vorig schooljaar werd toegekend. Het tweede schooljaar volgend op het jaar waarop de instelling of de vestiging niet meer wordt opgenomen, geniet zij 25% van het bedrag dat haar twee jaar voordien werd toegekend.

De projecten voor verschillende instellingen of vestigingen worden aan elk proportioneel toegerekend.

§ 3. Voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd wordt, delen de hoofden van de instellingen, en voor het gesubsidieerd onderwijs, delen de Inrichtende machten, hun actieprojecten mee aan de Commissie voor positieve discriminatie voor 15 maart, na het advies te hebben gekregen van de Participatieraad bedoeld in artikel 69 van voornoemd decreet van 24 juli 1997.

§ 4. De Commissie deelt voor 1 mei een voorstel tot verdeling van de beschikbare middelen over de verschillende projecten die ze goedkeurt, aan de Regering mee.

§ 5. Als de Regering het verdelingsproject niet goedkeurt, vraagt zij aan de Commissie voor positieve discriminatie de verdeling te wijzigen. Indien dit niet gebeurt, wijzigt de Regering de verdeling.

Artikel 13. In de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die positieve discriminatie genieten en die als prioritair erkend zijn, kunnen dankzij het gebruik van de in artikel 11 bedoelde lestijden/leraar de werkomstandigheden verbeterd worden door de begeleiding van de leerlingen en het overleg binnen de onderwijsploegen.

In de instellingen voor secundair onderwijs die positieve discriminatie genieten en als prioritair erkend zijn, in afwijking van artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 dat de regels en de voorwaarden vastlegt voor de berekening van het aantal betrekkingen in bepaalde functies van het opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel van de instellingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, mogen de betrekkingen bedoeld in artikel 3 van datzelfde besluit, in de volgorde van prioriteiten die daar wordt vastgelegd, worden gecreëerd en gesubsidieerd ten belope van een betrekking per volledige schijf van 70 leerlingen.

In de vestigingen voor secundair onderwijs die positieve discriminatie genieten en die als prioritair erkend zijn, mogen de in artikel 3 van dat besluit bedoelde betrekkingen, in afwijking van artikel 4 van datzelfde besluit, gecreëerd of gesubsidieerd worden, door aparte telling voor de vestiging, in de volgorde van prioriteiten die daar wordt vastgelegd, ten belope van een betrekking per volledige schijf van 70 leerlingen.

Artikel 14. In de instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die positieve discriminatie genieten en die erkend zijn als prioritair, in afwijking van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de ziekte- en bevallingsverloven der leden van het personeel uit het Rijksonderwijs, wordt de vervanging van de in ziekteverlof zijnde personeelsleden toegelaten zodra deze afwezigheid ten minste 5 dagen telt.

Artikel 15. Binnen de perken van de begrotingskredieten, mag de Regering tegemoetkomen in het deel van de overheid, teneinde de aanwerving van het niet-onderwijzend personeel gebonden door een arbeidsovereenkomst in het kader van een doorstromingsprogramma binnen de in artikel 4 bedoelde instellingen of vestigingen die positieve discriminatie genieten, te gemakkelijken :

1° voor de werken voor de verfraaiing, de inrichting en de lichte vernieuwbouw van de lokalen of de directe omgeving, zoals verfwerken of timmerwerk;

2° voor een bijstand aan het opvoedend hulppersoneel of aan het onderwijzend personeel.

Artikel 16. § 1. De termijnbepalingen vastgesteld in de artikelen 7 tot 12 hebben betrekking op het schooljaar voorafgaand aan het jaar waarop de bijkomende middelen worden toegekend.

De in artikel 8, § 3, 4° en 5° lid, 13°, artikel 11 en artikel 12, 3° lid, 3°, bedoelde middelen voor de human resources die over een heel schooljaar lopen, worden vastgelegd ten belope van een vierde op de begroting van het kalenderjaar gedurende hetwelk het schooljaar begint, voor de overblijvende drie vierde, op de begroting van het volgende kalenderjaar.

De andere middelen worden in hun geheel vastgelegd op de begroting van het kalenderjaar gedurende hetwelk het schooljaar begint.

§ 2. In gevallen die door de Regering als uitzonderlijk ernstig geacht worden, mag de Regering afwijken van de in de artikelen 7, 9, 11, § 2, § 3 en § 4 en artikel 12, § 2, bedoelde verplichtingen inzake beraadslaging en termijn, en de aanwerving toelaten, bij dringende noodzakelijkheid, van het personeel dat nodig is voor de goede werking van de instelling.

Artikel 17. Elke Inrichtende macht die rechtstreeks of onrechtstreeks wordt geholpen door een in artikel 2, 1°, c, bepaalde inrichting of organisatie voor een instelling of een vestiging die hulp aanvraagt of aanvaardt voor positieve discriminatie, brengt de Commissie voor positieve discriminatie ervan op de hoogte volgens door de Regering nader te bepalen regels. Dezelfde procedure wordt toegepast op de instellingen of vestigingen van de Franse Gemeenschap.

Artikel 18. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt de voorrang voor de verandering van aanstelling van de leden van het bestuurspersoneel, het onderwijzend of het opvoedend hulppersoneel toegekend aan hen die gedurende minstens 10 jaar in dienst waren in een in artikel 4 bedoelde instelling of vestiging of in de in artikel 64 bedoelde instellingen of vestigingen.

In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt de voorrang voor de verandering van aanstelling van de leden van het bestuurspersoneel, het onderwijzend of het opvoedend hulppersoneel toegekend aan hen die gedurende minstens 10 jaar in dienst waren in een in artikel 4 bedoelde instelling of vestiging of in de in artikel 64 bedoelde instellingen of vestigingen.

Wanneer een Inrichtende macht vacante betrekkingen moet opvullen binnen het gesubsidieerd vrij onderwijs, kent zij deze toe aan personeelsleden die, in voorkomend geval, hun kandidatuur hebben ingediend volgens artikel 35 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in de hieronder bepaalde volgorde van prioriteiten :

1° via de procedure van detachering bepaald in artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs, aan de personeelsleden die gedurende minstens 10 jaar in dienst waren in een in artikel 4 bedoelde instelling of vestiging of in de in artikel 64 bedoelde instellingen of vestigingen en die hetzelfde ambt uitoefenden als dat van de vacante betrekking;

2° aan de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld of die een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaan;

3° aan de personeelsleden die prioriteiten genieten die worden bepaald door bovenvermeld decreet van 1 februari 1993.

Artikel 19. Elk jaar zal vanaf 1 oktober mag geen reffectatie of aanvulling van een opdracht van een personeelslid worden verricht indien dit zou leiden tot het ontslag of tot de vermindering van de opdracht van een tijdelijk personeelslid dat toegewezen is aan een instelling of een vestiging die prioritaire maatregelen voor positieve discriminatie geniet. »

Art. 3. In artikel 20, 1ste lid, van datzelfde decreet, worden de woorden « de personeelsleden en hun leerlingen » vervangen door de woorden « de personeelsleden, de leerlingen alsook de leden van de psycho-medisch-sociale centra die in de instelling werken ».

Art. 4. In artikel 23 van datzelfde decreet, wordt het woord « scholen » vervangen door de woorden « instellingen of vestigingen ».

Art. 5. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk III van titel I van datzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Optreden binnen de instellingen, opleiding tot preventie van geweld in alle instellingen voor secundair onderwijs en psychologische hulpverlening aan de personeelsleden van het gewoon of buitengewoon onderwijs en van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 6. In artikel 27 van datzelfde decreet, worden de woorden « elk overlegcomité » voorafgegaan door de woorden « In het secundair onderwijs, ».

Art. 7. In artikel 28 van datzelfde decreet, worden de woorden « de personeelsleden genieten » vervangen door de woorden « elke persoon die zijn ambt in het geheel of gedeeltelijk uitoefent of die een opdracht heeft binnen een gewone of buitengewone instelling van het basisonderwijs of secundair onderwijs en binnen de psycho-medisch-sociale centra ».

Art. 8. In artikel 32, 3^e lid, van datzelfde decreet, worden de woorden « of, in voorkomend geval, een ombudsman die verbonden is aan de instelling » geschrapt.

Art. 9. Artikel 36, § 1, van datzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het kader van de in artikel 10 bedoelde begroting, wordt een begroting van minstens 799.000 euro bestemd voor de betaling van het personeel en de werking van de ombudsdienst.

Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor het eerst in 2003, volgens het indexcijfer van de consumptieprijsen dat werd bepaald bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, de « gezondheidindex » genoemd. »

Art. 10. In artikel 37 van datzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 3, lid 1, wordt lid 2 van § 2;

2^o § 3, lid 2 wordt § 3.

Art. 11. In artikel 41 van datzelfde decreet, worden de woorden « ten minste 4 maanden lang » vervangen door de woorden « ten minste 3 maanden lang » en worden de woorden « op basis van de door haar vastgestelde modaliteiten » geschrapt.

Art. 12. Artikel 43 van datzelfde decreet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 dat de regels en de voorwaarden vastlegt voor de berekening van het aantal betrekkingen in bepaalde functies van het opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel van de instellingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, opnieuw ingevoerd door het decreet van 2 april 1996, wordt aangevuld met de volgende leden :

« In de instellingen voor secundair onderwijs waarvoor maatregelen voor positieve discriminatie gelden overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, kunnen de in artikel 3 bedoelde betrekkingen worden gecreëerd of gesubsidieerd in de volgorde van prioriteiten die daar wordt vastgelegd, ten belope van een betrekking per volledige schijf van 80 leerlingen.

In de vestigingen voor secundair onderwijs waarvoor maatregelen voor positieve discriminatie gelden overeenkomstig artikel 4 van datzelfde decreet, kunnen de in artikel 3 bedoelde betrekkingen worden gecreëerd of gesubsidieerd in de volgorde van prioriteiten die daar wordt vastgelegd, ten belope van een betrekking per volledige schijf van 80 leerlingen. »

Art. 13. In artikel 46 van datzelfde decreet, worden de woorden « instellingen en vestigingen waarvoor de maatregelen voor positieve discriminatie als zeer prioritair worden beschouwd » vervangen door de woorden « instellingen of vestigingen waarvoor de maatregelen voor positieve discriminatie als prioritair worden beschouwd ».

Art. 14. Artikel 64 van datzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zolang de in artikel 4, § 4, zoals gewijzigd bij artikel 2 van het decreet van 27 maart 2002, bedoelde besluiten niet werden genomen, worden de volgende instellingen beschouwd als in aanmerking komend voor positieve discriminatie :

1^o in het basisonderwijs : de instellingen, scholen en vestigingen voor gewoon lager en kleuteronderwijs die bepaald zijn bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 2000 tot vaststelling, in het basisonderwijs, van de lijst van de instellingen, scholen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

2^o in het secundair onderwijs : de instellingen en vestigingen bepaald bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 2000 tot vaststelling, in het secundair onderwijs, van de lijst van de instellingen en vestigingsplaatsen die voor positieve discriminatie in aanmerking komen met toepassing van artikel 4, § 7, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij, in het secundair onderwijs, instellingen en vestigingen die als prioritair worden beschouwd, worden onderscheiden op de lijst van de instellingen en vestigingen die positieve discriminatie genieten, bij toepassing van artikel 4, § 7, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 15. In artikel 21, §1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de besluiten van 2 april 1996 en 30 juni 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het woord « zeer » voor het woord « prioritair » wordt geschrapt;

2^o de woorden « en van de toevoeging van de lestijden/leraar toegekend volgens artikel 11 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie » worden ingevoegd na het woord « prioritair »;

3^o de woorden « zodanig » worden vervangen door de woorden « deze bepaling beoogt het toelaten van ».

Art. 16. In artikel 1 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, wordt als volgt gewijzigd :

« 8° zone : geografische eenheid die identiek is voor elk net. »

Art. 17. Artikel 13 van datzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

« Artikel 13. De Regering bepaalt de geografische zones. Deze omvatten verschillende nabijheidseenheden. »

Art. 18. Artikel 14 van datzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

« Per zone plegen de scholen van eenzelfde net overleg binnen de zoneraad en hebben ze gemeenschappelijke activiteiten. »

Art. 19. Artikel 34 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt als volgt aangevuld :

« Op het niveau van het gebruik van de in het 3° en het 4° lid bedoelde overschotten, verkrijgt elke vestiging die een maatregel voor positieve discriminatie geniet, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, een aantal lestijden dat gelijk is aan dat van zijn overschot. »

Art. 20. Artikel 36 van datzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De bepalingen van dit artikel worden niet toegepast op de vestigingen die positieve discriminatie genieten bedoeld in artikel 4, § 4, van voornoemd decreet van 30 juni 1998. »

Art. 21. Artikel 37, gewijzigd bij het decreet van 14 juni 2001, van datzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De bepalingen van het 1° en het 2° lid van dit artikel worden niet toegepast op de vestigingen die positieve discriminatie genieten bedoeld in artikel 4, § 4, van voornoemd decreet van 30 juni 1998. »

Art. 22. In artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een 2°ter wordt ingevoegd in § 2, 2° lid, luidend als volgt :

« 2ter De bepalingen naleven die bepaald zijn bij het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie; »;

2° in § 7 wordt het woord « Zij » vervangen door de woorden « De subsidies »;

3° in § 7 worden de woorden « Bij niet-naleving van punt 2°ter van § 2, lid 2, in zijn deel betreffende hoofdstuk II van titel 1 van voornoemd decreet van 30 juni 1998, kunnen evenwel alleen de middelen die worden toegekend in het kader van de positieve discriminatie worden ingetrokken » ingevoegd tussen de woorden « op het vastgesteld tekort » en « De subsidies ».

Art. 23. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het eerste lid, blijven de procedures bepaald in de artikelen 8, 9, 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, van kracht voor het schooljaar 2001-2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 252-1. — Commissieamendementen, nr. 252-2. — Verslag, nr. 252-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 maart 2002.